

***l'Anti*capitaliste**

n°504 | 9 janvier 2020 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

**POUR LE RETRAIT DE LA RÉFORME
CONTRE MACRON**



Dossier

EN INDE, LES ULTRA-NATIONALISTES À L'OFFENSIVE Pages 6 et 7

ÉDITO

En 2020, dégager Macron et son monde
Page 2

PREMIER PLAN

Australie. Mégafeux: à l'image de la démesure capitaliste
Page 2



ACTU INTERNATIONALE

USA-Iran
Page 5 et 11

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec une salariée de Radio France
Page 12



En 2020, dégager Macron et son monde

Le 31 décembre, Macron a parlé. Un peu plus d'un quart d'heure pour nous expliquer que la France n'avait pas connu de période aussi faste depuis de nombreuses années. À l'écouter, tout va pour le mieux...

Le chômage? Plus de 500 000 emplois créés! Notre camarade Philippe Poutou sera même heureux d'apprendre que, contrairement à ce que toutes les travailleuses et les travailleurs de ce pays subissent, des usines rouvrent! La crise des Gilets jaunes? Réglée grâce à «un dialogue respectueux et républicain, sans précédent»! Les mutilés et les blessés apprécieront... La crise écologique? Sous contrôle grâce à l'accord de Paris. Et comme stratégie écologique, le gouvernement a prévu d'aider les plus modestes à moins polluer... se payant même le cynisme de rendre hommage au mouvement de mobilisation de la jeunesse pour le climat. Un mouvement qui dénonce pourtant exactement la politique menée par son gouvernement et la stratégie des «petits gestes du quotidien».

Mais, visiblement, Macron n'est pas à un enfumage près. L'abus des lacrymos balancées cette année lui aura peut-être brouillé les esprits, ou alors est-ce juste parce que ces vœux sont à l'image de son gouvernement: complètement déconnecté de la réalité sociale du pays.

Seule ligne claire perdue à travers de mauvaises envolées lyriques autour de Notre-Dame du haut de laquelle des siècles de «peuples de bâtisseurs» sont censés nous contempler (ou réciproquement): il entend mener à terme sa «réforme» des retraites.

Quoi qu'on nous ait vendu sur les «volontés d'apaisement» de Macron, sa seule annonce aura été d'affirmer qu'il maintiendra sa contre-réforme, et qu'il veut accélérer le rythme jusqu'à la fin de son mandat... Les vœux pieux n'engagent que ceux qui y croient, comme pour la prétendue revalorisation au sein de la santé ou de l'éducation. Comment ose-t-il encore affirmer que cette contre-réforme sera d'abord pour les générations futures, les plus précaires, au premier rang desquelles les femmes?

Bilan: Macron a beaucoup parlé... pour ne pas dire grand-chose! La seule conclusion de cette allocution dispensable est que, nous aussi, nous allons accélérer... la mobilisation. Tout le monde déteste cette réforme et son gouvernement: généraliser la grève, pour gagner et dégager Macron et son monde... Voilà les seuls vœux que nous nous souhaitons pour cette nouvelle année!

À la Une

Pour le retrait de la réforme, contre Macron, TouTEs en grève, c'est le moment!

Cette semaine est importante pour le mouvement de lutte contre la réforme des retraites. Au lendemain du conseil des ministres de rentrée, le pouvoir réunit mardi les directions syndicales: il va peut-être chercher à désamorcer la situation en annonçant quelques mesurées supposées faire passer la pilule d'une réforme qui nous fera perdre plusieurs centaines d'euros par mois, que l'on travaille dans le public ou dans le privé, et qui reporte l'âge de départ à la retraite. Jeudi a lieu une nouvelle journée nationale de grève et de manifestation qui ouvre trois jours de mobilisation importants pour aider le mouvement à tenir et à s'étendre. Tout est possible.

En ce début d'année, les signaux envoyés par le pouvoir sont éclairants. Il a commencé par nommer le patron de BlackRock comme officier de la Légion d'honneur. Ancien dirigeant de GDF-Suez, puis d'Engie, Jean-François Cirelli est le patron du géant américain de la finance BlackRock, un de ces fameux fonds de pension qui entendent bien profiter de la réforme des retraites de Macron. Car, à l'opposé du blabla gouvernemental sur la prétendue défense du système par répartition, ce que veulent les capitalistes et ce pouvoir à leur service, c'est la mise en œuvre de la retraite par capitalisation, c'est-à-dire mettre la main sur le gros gâteau de l'argent des retraites qui échappe jusqu'ici à la logique individualiste privée. Le 31 décembre, Macron a présenté les traditionnels vœux. Après un hallucinant exercice d'autosatisfaction sur la situation sociale, à l'opposé d'une prétendue volonté d'«apaisement» largement relayée par les médias aux ordres, Macron a clairement confirmé vouloir imposer sa réforme, affirmant même la volonté d'accélérer le rythme jusqu'à la fin de son mandat... «Droit dans ses bottes», comme bien d'autres dirigeants avant lui... qui pourtant ont dû au final reculer face à la mobilisation sociale.

Pour gagner le retrait, étendons la grève

Le président entend accélérer le rythme; nous aussi! La trêve



PHOTO THÉÂTRE ROUGE/JMB

de fin d'année espérée par les défenseurs de la réforme n'a pas eu lieu, et les cheminotEs et les salariéEs de la RATP en particulier n'ont pas cédé au chantage et aux coups de pression orchestrés par le gouvernement. Manifestations ou rassemblements régionaux et actions de blocage aux portes des dépôts RATP ou sur les péages: le mouvement n'a pas observé de trêve.

Le gouvernement lance aujourd'hui quelques nouveaux ballons d'essai comme un possible aménagement du malus, c'est-à-dire la décote liée à la mise en place de l'âge pivot. De son côté, favorable au système de retraite à points, la CFDT propose une «conférence de financement» du système, proposant que celle-ci

travaille jusqu'à «fin juillet à des propositions sur l'équilibre du régime à moyen et long terme». Ce qui serait une façon de faire passer dans un second temps la dimension «paramétrique», après nous avoir fait avalé la réforme «systémique».

Toutes ces grandes manœuvres sont aujourd'hui insuffisantes, car le gouvernement et les syndicats les plus conciliants n'ont visiblement pas compris que c'est bien le retrait total de la réforme qui mobilise les grévistes. Les salariéEs des raffineries se préparent à amplifier la mobilisation à partir de mardi, les avocats durcissent le mouvement et la jeunesse scolarisée commence à rentrer dans la danse (avec de nombreux blocages et AG

dans les facts). Autant de signes qui montrent que la mobilisation peut s'élargir.

Public, privé, besoin de tout le monde pour gagner

À l'appel des organisations syndicales, une nouvelle journée de grèves et de mobilisation a lieu jeudi 9 janvier, avec la volonté de reconduire le lendemain et de construire dans tout le pays de puissantes manifestations samedi 11 janvier. En réponse au mépris de Macron, il s'agit d'accélérer le rythme, de construire en particulier une grève massive et continue dans de nouveaux secteurs – l'éducation, les raffineries, les transports... – et de l'étendre à toute la fonction publique et aux entreprises du privé, seul moyen pour les obliger à remballer leur réforme néfaste et stopper leur offensive. Car si l'éducation s'est largement inscrite dans le mouvement avant les vacances de fin d'année, que localement des secteurs ont été ou sont mobilisés (finances publiques, culture, chimie...), la généralisation de la grève n'a pas encore eu lieu. C'est désormais l'unique objectif des prochains jours.

Une victoire sur les retraites sera un point d'appui important pour en arracher d'autres, car stopper ce recul social entraînerait une fragilisation politique du macronisme, le principal représentant du Medef et des intérêts des capitalistes, et ouvrirait la voie à la possibilité de les dégager tous, une bonne fois pour toutes.

AUSTRALIE

Mégafeux: à l'image de la démesure capitaliste

Au 3 janvier, les «mégafeux» de forêt ont ravagé 60 000 km², l'équivalent de deux fois la Belgique. 500 millions d'animaux ont été carbonisés dans la catastrophe, estiment les scientifiques de l'université de Sydney. Les glaciers de Nouvelle-Zélande sont couverts de suie. Les records de température sont battus, janvier et février pourraient dépasser les 50°C à l'ombre. Plus rien n'est maîtrisé. Ces feux sont hors normes.

Cinq millions d'habitants de la capitale respirent un air 11 fois plus pollué que la normale saisonnière et Canberra est devenue la ville la plus irrespirable du monde (taux de pollution de l'air 20 fois supérieur au maximum autorisé). Cette pollution va provoquer des milliers

de morts prématurées. Pendant ce temps, le gouvernement australien campe sur une position de négationnisme climatique délirante, faisant hardiment la promotion du charbon! Pas question de perdre la 1^{re} place mondiale d'exportateur de charbon (4^e producteur)! Et très logiquement, l'Australie a fait très

fort sur le plan des émissions de CO₂: + 47% depuis 1990!

Réchauffement climatique en cause

C'est indéniable. Dans le cadre général du réchauffement climatique, l'Australie a connu deux saisons de très grande sécheresse. Le taux

d'humidité globale baissant, la végétation sèche. Son inflammabilité augmente. Par ailleurs, dans le monde entier l'exploitation industrielle des forêts (coupes claires, remplacement par des espèces à pousse rapide...) les rend beaucoup plus sensibles aux maladies, et les écosystèmes sont alors plus vulnérables aux incendies. La «saison des feux» s'allonge. L'été ne se terminera ici que fin mars! Les conditions de la catastrophe sont alors réunies: le réchauffement climatique est bien au départ de ces mégafeux...

Des feux qui renforcent en retour le réchauffement

Une dialectique infernale s'enclenche alors. Ces mégafeux qui nous sidèrent, auprès desquels hydravions, canons à eau et tous les moyens technologiques ne sont que quantités négligeables, que

BIEN DIT

Le jour où j'apprends que de plus en plus de femmes accouchent dans la rue, Bernard Arnault devient l'homme le plus riche du monde. Que fait Emmanuel Macron? ISF, assurance chômage, retraites.

PIERRE LEMAÎTRE (écrivain), *le Journal du dimanche*, 29 décembre 2019.

Un monde à changer

CARLOS GHOSN : LE FUYARD EST PARTI AVEC LE MAGOT

L'ancien PDG de Renault et Nissan, après être passé par la case prison, s'est donc enfui du Japon. Selon ses propres dires, une « société privée », c'est-à-dire un gang payé pour cela, l'a aidé à s'échapper d'une assignation à résidence somme toute pas si sévère. « La grande évasion », se pâme le quotidien *les Échos*, qui ne cesse, ici et maintenant, de distiller son venin contre les grévistes. Pour un PDG multiscartes touchant 14 millions d'euros en revenus... déclarés, plus tu arnaques, moins tu es coupable ! Car les faits sont là : des dizaines de millions d'euros dissimulés ou détournés au Japon, aux États-Unis et même en France, où l'on parle de 11 millions d'euros disparus vers les Pays-Bas. Présomption d'innocence, tu parles ! Il a lui-même reconnu sa culpabilité aux États-Unis en payant cash une amende d'un million de dollars afin de se « libérer » de poursuites pour dissimulation de revenus. Son ancien adjoint au Japon et en France, Patrick Pelata, a déclaré :

« Je savais qu'au niveau éthique, Carlos Ghosn était "borderline", mais sur de petites choses. Je n'aurais jamais imaginé des choses aussi graves. Quelques jours après son arrestation, Nissan m'a proposé de voir le dossier sous réserve de confidentialité. Ce que j'ai vu m'a rendu malade ».

Les arnaques de Ghosn sont le produit d'un système où, entre autres, les représentants en carton-pâte de l'État n'ont rien vu. Et encore aujourd'hui, une ministre déclare qu'en cas de venue en France il n'y aurait pas d'extradition à la demande du Japon, restant muette sur les actions qui devraient être engagées pour les faits déjà révélés en France. Bravo la connivence ! Les réseaux de complicité et les circuits de siphonnage du fric doivent être mis au clair. Mais nul besoin d'être grand détective pour connaître les sources du magot du fuyard. Tout ce fric détourné ou dissimulé provient du travail des salariés de chez Nissan et Renault. À elles et eux de demander des comptes !

PESTICIDES Un décret qui ne passe pas !

Pour les vignes, souvent proches d'écoles, ce sera 10 mètres voire 5 mètres si accord préfectoral. Sont exclus aussi les pesticides qui ne sont pas pulvérisés sur les plantes mais sur le sol. Alors que les arrêtés municipaux anti-pesticides se multiplient (interdiction à 150 mètres), qu'un arrêté a été pris par le conseil départemental du Val-de-Marne, que les citoyenEs se mobilisent toujours plus nombreuses et nombreux, que la pétition « Nous voulons des coquelicots » a dépassé le million de signatures, Macron n'entend rien et préfère ménager la FNSEA et les industries chimiques.

« Une farce de mauvais goût » C'est ainsi que l'association Agir pour l'environnement a qualifié le texte gouvernemental. Elle veut saisir la justice pour le faire annuler car il ne répond pas à la situation, ni pour les agriculteurEs et la population environnante, victimes des pulvérisations, ni pour les consommateurEs qui retrouvent dans leurs assiettes les substances classées cancérigènes par l'Organisation mondiale de la santé, ni pour les espèces animales et végétales qui disparaissent. Macron continue d'ignorer les revendications qui poussent dans la société. D'ailleurs le texte promulgué reprend quasiment les

Le gouvernement a pris un décret qui interdit les pesticides sur une distance de 5 à 20 mètres des habitations, suivant le type de cultures et le niveau de dangerosité des produits. Et encore, les 20 mètres ne concernent que 0,3 % des substances et le glyphosate n'en fait pas partie !



mêmes mots que ceux soumis à la discussion. Le gouvernement se contrefiche des avis recueillis, des 50 000 contributions émises. Cette attitude fermée aux revendications écologiques populaires rappelle celle affichée face au mouvement contre le projet sur les retraites : proposez, on ne changera rien ! Et « en même temps », il repousse à

2040 la fin du plastique à usage unique...

Les pesticides tuent !

Ils empoisonnent le vivant et se retrouvent dans la chaîne alimentaire et tous les organismes, dans l'eau, les sols. Les études scientifiques indépendantes ont montré leur responsabilité dans la

prolifération de maladies comme les cancers, Parkinson, les troubles psychomoteurs chez les enfants, les infertilités, les malformations à la naissance. Le glyphosate n'est pas le seul produit dangereux, mais il est le plus connu. Monsanto qui le commercialise a aussi mis au point des semences génétiquement modifiées pour résister au Roundup, dites Roundup Ready (soja, coton, maïs, etc.). Cela lui permet de vendre aux agriculteurEs à la fois l'OGM et le désherbant !

Monsanto dégage !

L'industrie chimique utilise toujours la même méthode : semer le doute et lancer de faux scoops téléguidés par Monsanto pour décrédibiliser les études. Comment se fier à cette firme élaboussée par les scandales ? Aujourd'hui, il est grand temps d'exiger l'arrêt des épandages toxiques dans les champs. La reconversion de l'agriculture industrielle vers une agriculture paysanne, locale, bio est une urgence. Prenons à bras-le-corps cette exigence partagée ! **Commission nationale écologie**

nous avons même du mal à penser tellement ces feux sont des phénomènes nouveaux et des phénomènes « totaux » aux nombreuses dimensions, dégagent des quantités titanesques de CO₂. La voie est toute tracée vers un réchauffement planétaire de + 4 °C voire plus ! Les glaciers néo-zélandais couverts des cendres australiennes réfléchissent moins la lumière et vont fondre plus vite.

Mégafeux sous toutes latitudes

Si l'Australie est une île/continent aux très grandes chaleurs, c'est pourtant sur tout le globe que les mégafeux produisent maintenant leurs ravages. Y compris dans les contrées enneigées du Grand Nord, en Sibérie, en Suède au-delà du cercle polaire... Incontrôlables – les « soldats du feu » sont impuissants à les combattre –, ils prennent généralement fin avec l'accalmie des

vents (ces mégafeux augmentent la vitesse des vents) et l'arrivée de la pluie. Ces feux d'apocalypse sont de plus en plus fréquents, de plus en plus intenses. Joëlle Zask¹ dit que nous ne sommes plus seulement dans l'Anthropocène, mais dans le « Pyrocène »... parce qu'on ne peut pas combattre ces feux. Il faut une politique préventive qui exige une autre conception de la « gestion » des forêts, et d'abord sortir très vite d'une conception extractiviste.

Question hautement politique

Le spectacle donné par les COP et sommets de l'ONU fait monter la rage devant l'inaction des responsables politiques et économiques : le tabou du profit est pour eux absolu. La conclusion, c'est Greta Thunberg qui l'a très bien tirée le 15 décembre : « Si les solutions au sein de ce système sont si impossibles à trouver, nous



devrions peut-être changer le système lui-même ». Oui, c'est bien une révolution écologique et sociale qui est urgente. Nous lui donnons des contours, celui de l'écossocialisme.

Avec les mégafeux, on voit bien que la seule dimension juste est planétaire. **Commission nationale écologie**
1 – Joëlle Zask, *Quand la forêt brûle*, Premier parallèle, août 2019, 208 p., 17 euros.

Le chiffre

26 Selon le recensement établi par le site Basta!, 26 personnes ont été tuées en 2019 lors d'une intervention des forces de police ou de gendarmerie. Dans 77 % des cas, les personnes tuées n'étaient pas armées.

Infographie complète sur <https://www.bastamag.net/intervention-policiere-letale-morts-police-recensement-legitime-defense-homicides>



Agenda

Jeudi 9 janvier, manifestation pour les retraités. À Paris, départ à 13h 30, place de la République.

Vendredi 10 janvier, manifestation unitaire 94 pour les retraités, Thiais. À 14h, Dépôt de bus RATP (12, rue du Bas-Marin à Thiais) vers Villeneuve Triage.

Vendredi 10 janvier, concert de soutien aux grévistes, Cergy (95). À 19h 30, à la Maison des syndicats de Cergy, 26, rue Francis-Combe.

Samedi 11 janvier, manifestation pour les retraités, Paris.

Samedi 11 janvier, soirée de solidarité des grévistes du 93, Saint-Denis (93). À partir de 19h - complexe sportif Nelson-Mandela, 6, rue Francis-de-Pressensé, 93200 Saint-Denis. RER-D Saint-Denis-Stade-de-France ou RER-B La-Plaine-Stade-de-France

Samedi 11 janvier, manifestation Justice pour Sakine, Rojbin et Leyla, militantes kurdes assassinées à Paris en 2013, Paris. À 10h 30, devant la gare du Nord.

NO COMMENT

Face aux colères exprimées par le mouvement des Gilets jaunes, nous avons su instaurer un dialogue respectueux et républicain, sans précédent dans une démocratie.

EMMANUEL MACRON, 31 décembre 2019.

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoiimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

SANTÉ Pas de trêve de fin d'année contre l'austérité à l'hôpital

La manifestation hospitalière du 17 décembre, à Paris – dernière manifestation avant les fêtes – a été une réussite. Cette manifestation avait fusionné avec celle organisée contre la réforme des retraites.

Même si les hospitalierEs qui composaient le cortège était moins nombreux qu'un mois auparavant, ils et elles étaient tout aussi déterminés. Cette manif a réuni les personnels non médicaux, les médecins, les usagerEs, et elle a montré sa capacité à faire le lien avec les enjeux de la lutte contre la réforme des retraites. Les blouses blanches qui s'étaient rassemblées séparément ont ensuite intégré le cortège principal sous les applaudissements des manifestantEs.

« Les gens vont crever devant l'hôpital »

Dans bien des villes on a pu voir des blouses blanches au côté de cheminotEs, d'enseignantEs, d'étudiantEs... Pour exiger le retrait de la contre-réforme des retraites par points et en même temps, rappeler que de nombreux services hospitaliers, les urgences en particulier, sont en grève depuis des mois pour exiger la fin de l'austérité dans la Santé publique. Ce jour-là, les internes étaient également dans la rue. Quelques villes de régions sont venues manifester à Paris : Rennes, Cholet, Lille et Besançon, entre autres. Les annonces d'Édouard Philippe, après celles de Buzyn, qui a reçu le Collectif inter-hôpitaux après la manif, n'ont pas calmé la colère : rien sur les réouvertures de lits, rien sur les salaires, rien sur les créations de postes. La tentative de division géographique où les ParisienEs auraient une prime que n'auraient pas les provinciaux n'a pas fonctionné. Comme le disait une infirmière interviewée par France Info : « C'est maintenant qu'il y a urgence à débloquer des moyens et pas dans quelques années. Sinon, ça sera trop tard. Sinon, la population va se révolter, c'est sûr et certain, car les gens vont crever devant l'hôpital ».

Les chefs de service aussi

Le contexte social est très chaud. Le conflit des hôpitaux y participe. Il n'y a pas eu de trêve en cette fin d'année. Les hospitalierEs, à Paris en particulier, ont bien compris que quelques jours de galère pour cause de grève des transports pourraient leur éviter une retraite de misère, et c'est sur les deux fronts, hôpital et retraite, qu'elles et ils entendent bien gagner.

La crise est si profonde que le journal *le Monde* du 17 décembre nous apprenait que le 22 novembre l'Association des directrices et directeurs d'hôpitaux a reconnu dans un communiqué que : « beaucoup de [...] collègues sont aujourd'hui sensibles à la grève », précisant que, si elle « n'y appelle pas, elle comprend les collègues qui maintenant souhaitent la rejoindre ». Comme en écho à la grève des 250 services d'urgences et à la lutte des personnels hospitaliers depuis 10 mois, fin décembre, mille chefs de service, responsables d'unité et médecins hospitaliers ont annoncé publiquement leur refus de participer à certaines réunions, de siéger à certaines commissions ou encore d'appliquer la codification tarifaire qui permet à l'hôpital de facturer les actes à l'assurance maladie. Le mouvement avait commencé à l'hôpital de la Timone à Marseille. Cela pour dénoncer le ridicule des sommes prétendument débloquées par le gouvernement

Contre l'épuisement, la lutte

Les agentEs sont épuisés. Les arrêts maladie sont extrêmement nombreux dans une profession où il y a encore quelques mois, les soignantEs hésitaient à s'arrêter, même avec de la fièvre pour assurer les soins et ne pas gêner les collègues.

Les revendications n'ont pas changé : des lits supplémentaires, des augmentations d'effectifs et de salaires – qui forcément garantiront de meilleures pensions.

Dans tout le pays les hospitalierEs luttent de toutes leurs forces contre la destruction de la santé publique et pour l'amélioration de leurs salaires et de leurs conditions de travail. Cela fait des mois que ça dure, et ce n'est pas près de s'arrêter tant que le gouvernement ne donnera pas satisfaction.

CorrespondantEs (Besançon)

LUNETTES ET PROTHÈSES Le « 100 % santé », une bonne nouvelle qui en cache une mauvaise

Pour celles et ceux qui, jusqu'alors renoncent, pour des raisons financières, à des lunettes et/ou à des prothèses dentaires, c'est une bonne nouvelle. À partir du 1^{er} janvier le dispositif « 100 % santé » annoncé lors de la campagne présidentielle entre en application. Il sera complété en janvier 2021 pour les prothèses auditives. Il y a pourtant une « face obscure » à cette mesure : elle marque un nouveau pas vers un système de soins dominé par les assurances.

Dès cette semaine, les dentistes et les opticiens doivent proposer des modèles de lunettes et de prothèses dentaires sans « reste à charge » pour les patientEs : l'ensemble des frais pour des modèles « de base » seront couverts par l'Assurance maladie et les assurances complémentaires. Cette décision est toutefois assortie de restrictions : elle ne concerne pas les 5 % de personnes les plus précaires qui n'ont pas de complémentaire santé (34 % de la population en Seine-Saint-Denis) ; les dentistes sont tenus de mentionner l'existence de l'offre « 100 % santé », mais ne le sont pas de réaliser les actes. En optique, 17 modèles différents de montures adultes et 10 modèles de montures enfants, ainsi que des verres traitant l'ensemble des troubles visuels, devront être proposés. Les patientEs souhaitant s'équiper d'audioprothèses devront pour leur part attendre encore une année pour bénéficier de modèles « sans reste à charge » ; ils et elles devront pour l'instant se contenter d'une réduction de 250 euros.

100 % santé ou 100 % Sécu ? Là est la question

Singeant la revendication du « 100 % Sécu », c'est-à-dire de soins gratuits, financés par la Sécurité



sociale, Macron a baptisé son dispositif « 100 % santé », ce qui n'a littéralement aucun sens, mais montre bien où est l'arnaque. Le 100 % Sécu signifierait que la Sécurité sociale qui, jusqu'à présent, ne rembourse presque rien dans ce domaine, finance désormais l'accès de tous et toutes à des lunettes et des prothèses de

qualité (ce qui ne signifie pas des produits « de luxe »). Il ne peut évidemment en être question pour Macron. Son objectif est au contraire la baisse des cotisations sociales payées par les employeurs, même si, pour assurer le lancement du dispositif, la Sécu fera un versement symbolique de 100 millions d'euros. Son « 100 %

santé » s'inscrit dans un basculement du système de santé vers des réseaux de soins privés dominés par les assurances (mutuelles ou commerciales). Les conséquences seront doubles : l'augmentation des tarifs des mutuelles et le creusement des inégalités de santé.

Le « reste à charge » individuel disparaît certes, mais c'est pour laisser la place à un « reste à charge » collectif financé par les hausses à répétition des assurances complémentaires, et non par des cotisations sociales, élément du salaire payé par les employeurs. Dans une enquête publiée en 2017, l'UFC-Que choisir dénonçait déjà la hausse de 47 % des tarifs des mutuelles en 10 ans, conséquence du désengagement de la Sécurité sociale. Ces hausses vont se poursuivre quand les complémentaires répercuteront les coûts pour elles du « 100 % santé ». Les engagements de Macron et Buzyn dans ce domaine ne valent pas plus qu'ailleurs...

Seconde conséquence de ce basculement vers les assurances : chacunE sera traité non à égalité, en fonction de ses besoins, mais d'après le « panier de soins » qu'il est capable de s'offrir. De nouvelles « avancées »... vers une santé à plusieurs vitesses, où chacunE se soigne selon ses moyens.

Jean-Claude Delavigne

RETRAITES BlackRock, pas intéressé par la contre-réforme ?

Nous publions un texte mis en ligne par Attac le 2 janvier.

Au lendemain d'une polémique sur la nomination du président de BlackRock France comme officier de la Légion d'honneur par Édouard Philippe, la secrétaire d'État française Agnès Pannier-Runacher a démenti jeudi tout lobbying de la société américaine de gestion d'actifs dans le cadre de la réforme du système des retraites. « Ils ne font pas de lobbying parce qu'ils n'ont pas grand-chose à y gagner », a déclaré la secrétaire d'État auprès du ministre de l'Économie et des Finances au micro de Jean-Jacques Bourdin. « C'est une boîte de Smarties le marché français, ça ne représente rien par rapport à leur gestion d'actifs ».

Connivences entre BlackRock et Macron

Le PDG de BlackRock, Larry Fink, a été reçu à l'Élysée en 2017, avant même que les représentants des fonds français similaires ne le soient. En ce sens, BlackRock n'a pas besoin de faire du lobbying : Macron leur a déroulé le tapis rouge, et ce à plusieurs reprises en trois ans. La volonté de BlackRock de se déployer massivement en Europe, et tout particulièrement en France, en Allemagne et en Italie est relativement récente. Paris a d'ailleurs été choisi pour être un des hubs de son développement dont la charge a été confiée à Jean-François Cirelli.

Les connivences entre BlackRock et Macron n'ont depuis cessé de se multiplier : en novembre 2017, des salons de l'Élysée ont même été privatés pour permettre à des dirigeants de BlackRock d'auditionner plusieurs ministres qui avaient alors pour mission de leur expliquer combien la politique économique menée depuis 2017 est favorable à leurs intérêts, afin de les encourager à « choisir la France » pour leurs futurs investissements.

Lobbying

BlackRock a publié en juin 2019 un document de 16 pages intitulé « Loi Pacte : Le bon plan Retraite », où elle émet quatorze « recommandations » au gouvernement français. BlackRock y préconise notamment de créer une quasi-obligation à l'épargne-retraite dans les entreprises, au-delà des régimes de base et complémentaires ou encore d'ouvrir les produits à des supports domiciliés au Luxembourg ou en Irlande, paradis fiscaux notoires. Pourquoi écrire un tel document si ce n'est pour tenter d'influencer la politique du gouvernement français, autrement dit faire du lobbying ? (...)

Opportunités pour les fonds d'épargne-retraites

Votée au printemps, la loi Pacte veut en effet favoriser « l'épargne-retraite volontaire » et porter son encours de 200 milliards

aujourd'hui à 300 milliards d'euros en 2022. BlackRock, qui reconnaît que les deux tiers des actifs qu'il gère sont « liés aux solutions d'épargne-retraite », est évidemment intéressée, indirectement, par l'augmentation des encours collectés par les gérants de fonds d'épargne-retraites qui font appel à ses services pour placer ces sommes sur les marchés financiers. Jean-François Cirelli, le président de BlackRock France, s'est d'ailleurs félicité en juin 2019 que le gouvernement allait ainsi « permettre aux français de s'approprier l'épargne-retraite ». Il proclamait sa volonté de « mettre l'expérience de BlackRock au service de cette nouvelle épargne-retraite ».

La contre-réforme des retraites présente une autre opportunité pour les fonds d'épargne-retraites et, indirectement, pour les gestionnaires d'actifs tels que BlackRock. En effet, le gouvernement prévoit que les plus hauts revenus ne cotiseront plus pour leur retraite personnelle au-delà de 121 626 euros de revenus annuels, soit environ 10 000 euros par mois. Cela concerne environ 300 000 personnes. Au-delà de cette somme, les revenus seront prélevés d'un taux de 2,81 %, sans ouverture de droits nouveaux à la retraite, afin de financer le système général. Cette proposition, qui est présentée comme une mesure de solidarité

par le gouvernement, risque fort d'avoir pour conséquence que les personnes concernées soient renvoyés vers la capitalisation pour tenter de maintenir leur niveau de retraite. (...)

Une « boîte de Smarties » ?

Dans l'interview donnée en juin 2019, Jean-François Cirelli lui-même ne cachait pas les ambitions de son entreprise en France : « BlackRock veut être beaucoup plus présent dans ce beau pays et nous avons de grandes ambitions pour BlackRock en France ». Pourquoi la secrétaire d'État nie-t-elle ce que même BlackRock reconnaît ?

Si la France était un smarties pour BlackRock, pourquoi Larry Fink aurait-il été reçu en personne par Emmanuel Macron à plusieurs reprises ?

Et si la France était insignifiante pour BlackRock, pourquoi est-elle présente au capital d'au moins 18 entreprises du CAC 40 ? Pourquoi détient-elle autour de 5 % du capital de BNP-Paribas, Société générale, Vivendi, Michelin, Vinci ou encore Total ? Au total, BlackRock détenait 1,9 % du capital des entreprises du CAC 40 fin 2017, selon Euronext. (...)

Attac, le 2 janvier

Version complète sur <https://france.attac.org/se-mobiliser/reforme-des-retraites/article/l-intox-du-jour-du-gouvernement-au-sujet-de-la-presence-de-blackrock-en-france>

FRANCAFRIQUE Franc CFA : Macron dicte sa loi

Le passage du Franc CFA à la nouvelle monnaie, l'Éco, permet au gouvernement français de répondre aux critiques de plus en plus fortes tout en maintenant sa mainmise économique sur son pré carré africain.

Pendant des décennies, les gouvernements français nous ont rabâché que c'était aux États africains de décider du sort de leur monnaie le Franc CFA et voilà que, tout à coup, Emmanuel Macron annonce, lors de son voyage en Côte d'Ivoire, le changement monétaire du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée-Bissau, du Mali, du Niger, du Sénégal et du Togo sous le prétexte de mettre fin à... la Françafrique, et de déclarer « C'est en entendant votre jeunesse que j'ai voulu engager cette réforme. Le Franc CFA cristallise de nombreuses critiques et de nombreux débats sur la France en Afrique. J'ai entendu les critiques, je vois votre jeunesse qui nous reproche de continuer une relation qu'elle juge postcoloniale. Donc rompons les amarres. »¹

Il est vrai que, depuis plusieurs années, de nombreux mouvements ne cessent de se développer contre le Franc CFA, une de ces nombreuses survivances coloniales dont la France a le secret. Ces mobilisations font écho aux protestations contre les opérations militaires françaises de Barkhane dans la bande sahélo-saharienne et plus récemment dans le centre du Mali. Ces luttes contre le néocolonialisme français ont un effet déstabilisateur aussi sur la plupart des potentats africains qui doivent leur pouvoir



aux mascarades électorales conjuguées à la répression des populations et au soutien sans faille de la France. Alassane Ouattara, l'hôte ivoirien de Macron, en est un excellent exemple : mis au pouvoir par l'armée française contre Gbagbo, cet ancien du FMI, zélé d'une politique d'austérité, s'apprête à briguer un troisième mandat.

L'Éco remplace le Franc CFA

Le système du Franc CFA reposait sur trois piliers : d'abord, l'obligation pour les pays de l'Union monétaire ouest-africaine (UMOA) de déposer la moitié de leur réserve de change au Trésor public français, ensuite la présence des représentants de Bercy dans les instances de décision de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) qui

fonctionnait au consensus – donnant de fait un droit de veto à la France – et enfin une parité fixe du franc CFA à l'Euro.

En d'autres termes, c'est la France qui gérait la monnaie des pays de l'UMOA. Un déni de souveraineté pour ces pays, ressenti à juste titre par les peuples comme une humiliation. Même si l'économie ne dépend pas de la politique monétaire, cette dernière l'accompagne et peut parfois s'avérer décisive. Ce fut le cas lors de la crise politique qu'a connue la Côte d'Ivoire en 2010, quand la France a procédé à l'asphyxie financière de Gbagbo en pleine confrontation avec Ouattara. Avec la nouvelle monnaie, l'Éco, deux des trois piliers disparaissent, le dépôt de réserve de devises et la présence de Bercy dans la BCEAO.

En revanche l'Éco reste toujours à parité fixe avec l'Euro et la garantie de convertibilité sera toujours garantie par la Banque de France. La mainmise de Bercy perdure même si elle doit se faire plus discrète. Face à un risque de voir émerger une monnaie unique de l'ensemble des pays d'Afrique de l'Ouest avec des poids lourds économiques comme le Ghana et surtout le Nigeria, les dirigeants français tentent d'allumer un contre-feu. Cela permet à l'impérialisme français de garder un avantage important pour favoriser ses entreprises sur un continent objet de convoitises de bien d'autres économies dominantes.

Ce n'est pas la première fois que le franc CFA a subi des réformes et des changements de nom, de Franc des Colonies françaises d'Afrique, il est passé au Franc de l'Afrique occidentale française pour s'appeler enfin Franc de la Communauté financière en Afrique, nom plus acceptable mais dont les finalités de contrôle restaient identiques. Ainsi en 1994 le gouvernement de Balladur décidait unilatéralement de dévaluer le Franc CFA qui perdit la moitié de sa valeur, entraînant une augmentation des prix par deux frappant durement les populations les plus pauvres.

Céder un peu, pour garder l'essentiel, telle est la devise de la politique de la France en Afrique. La gestion du franc CFA, et maintenant de l'Éco, n'échappe pas à la règle.

Paul Martial

1 – Cyril Bensimon, « La fin du franc CFA annoncée par Emmanuel Macron et Alassane Ouattara », lemonde.fr, 21 décembre 2019.

GRÈCE

Contre Mitsotakis et l'extrême droite

La droite grecque, qui a toujours martelé que le gouvernement de Syriza ne pouvait être qu'une parenthèse, a donc repris les rênes du pouvoir en juillet sans pouvoir cacher sa joie profonde d'infliger à la gauche une défaite profonde, que certains petits roquets de l'aile d'extrême droite, comme le fascistoïde Georgiadis, voudraient irrémédiable.

En s'appuyant insolemment sur ce courant de droite extrême, qui va de l'ancien fasciste « tueur à la hache » Voridis, devenu ministre du Développement agricole, au courant nationaliste de l'ancien Premier ministre Samaras l'extrême libéral, Mitsotakis a immédiatement voulu prendre toutes les rênes du pouvoir, sans se préoccuper de la qualité des sbires à qui il confiait des responsabilités : résultat, un dirigeant des services secrets qui a menti sur ses diplômes, idem pour le militaire à qui il vient de confier la responsabilité de la « gestion » des réfugiés, un nationaliste raciste qui ne rêve que de camps de concentration... Au tourisme, il a nommé un affairiste enferriné, admirateur de la junte des colonels, belle image pour la vitrine touristique...



K. Mitsotakis. WIKIMEDIA COMMONS

Pendant que la droite prépare un budget évidemment uniquement favorable au patronat, ce qui mobilise de plus en plus largement, ce sont avant tout les innombrables et très inquiétantes attaques contre les droits démocratiques et y compris contre la justice élémentaire... Exemple avec la police.

Une police bafouant tous les droits démocratiques

On en a parlé ici dès l'été : l'un des axes principaux, voire obsessionnel, du programme de Mitsotakis, c'est une attaque assumée, violente et durable contre les droits démocratiques, droits civiques, droits des travailleurEs, libertés universitaires... À cet effet, a été nommé un Castaner grec : l'ancien Premier ministre socialiste du gouvernement protoïka droite-Pasok, Chrysosoidis, revendiquant sans pudeur le droit aux violences policières... qu'il nie d'ailleurs systématiquement, même contre les témoignages filmés qui s'accumulent. Et le slogan sécuritaire de la droite rappelle de bien sombres périodes : Loi et ordre...

La réalité quotidienne, ce sont les libertés totales accordées à la police pour contrôler qui elle veut, quand elle veut, comme elle veut. Son grand plaisir, ces dernières semaines, c'est de mettre à nu des personnes contrôlées, de tout faire pour humilier les jeunes et les moins jeunes, et certains flics se croient tellement tout permis qu'on les entend parler avec plaisir du sentiment de vivre sous la junte... La liste de leurs exactions s'allonge de jour en jour, avec par exemple récemment une opération d'expulsion dans le quartier de Koukaki : pour atteindre la maison occupée, les commandos sont tout simplement passés par la maison voisine, déshabillant et frappant le propriétaire qui refusait qu'ils passent par sa terrasse sans autorisation judiciaire. L'affaire fait grand bruit, d'autant que la victime est un cinéaste connu... et pas de gauche !

Face à ce climat qui rapproche le gouvernement grec des Orbán et des Bolsonaro, une mobilisation diverse commence à poindre : même les euro-députés (sociaux-démocrates, verts, eurogroupe de la gauche) ont écrit à Mitsotakis pour dénoncer des faits qui dépassent les seuls droits des victimes et remettent en cause le sens même de l'État de droit. Ça ne mange pas de pain, mais il est urgent que sur le plan international, l'image voulue d'un gouvernement de « centre droit » soit remise en cause pour montrer la dérive d'extrême droite déployée par ce gouvernement, et le mouvement ouvrier international a un rôle crucial à jouer.

À Athènes, A. Sartzekis

Une version longue de cet article est à retrouver dans la revue mensuelle *l'Anticapitaliste* (janvier 2020).

ÉTATS-UNIS - IRAN Contre l'impérialisme des USA et de leurs alliés, en solidarité avec les peuples opprimés

L'assassinat du général iranien Qhassem Soleimani par les États-Unis, le 3 janvier à Bagdad, est un coup de tonnerre dans un ciel déjà fort peu serein. C'est un sérieux palier qui a été franchi par Donald Trump, dont la principale conséquence sera d'approfondir encore un peu plus le chaos dans la région.

Qhassem Soleimani était une figure essentielle du régime iranien. Commandant de la Force Al-Qods, l'unité d'élite des Gardiens de la révolution, il était considéré comme le numéro 2 du régime, juste derrière l'Ayatollah Khamenei, actuel Guide suprême de la révolution islamique. En s'en prenant à Soleimani, Trump a donc décidé de frapper très fort, au risque de provoquer une ou des ripostes d'ampleur de la part de l'Iran.

La riposte qui vient

Les « résultats » ne se sont d'ailleurs pas fait attendre, avec en quelques jours l'annonce faite par l'Iran de son émancipation de l'accord sur le nucléaire, en s'affranchissant du nombre limite de centrifugeuses, et avec le vote par le Parlement irakien d'un texte demandant le départ des troupes US toujours stationnées en Irak. L'Iran a en outre fait part de son intention de « venger » l'assassinat du Général Soleimani, sans que l'on sache exactement le type et l'ampleur de la riposte envisagée. Les cibles probables sont les soldats, les navires et/ou les bases US dans la région, ainsi que les alliés des États-Unis. Une chose est certaine : l'Iran répondra, directement ou via l'un des groupes

armés qui lui sont liés, tant l'affront causé par la mort de Soleimani ne peut, aux yeux du régime et de la population, demeurer sans réaction. De son côté, Donald Trump, ovationné par son homologue israélien Benyamin Netanyahu, adepte des « assassinats ciblés », a annoncé qu'en cas de riposte de l'Iran les États-Unis lanceraient une opération d'envergure contre 52 sites « de très haut niveau et très importants pour l'Iran et pour la culture iranienne ». Une surenchère verbale à prendre au sérieux lorsque l'on connaît le tempérament de Trump et sa conception de la politique, vue comme le domaine des hommes virils et brutaux, au mépris des possibles conséquences de décisions pouvant entraîner des réactions en chaîne.

Anti-impérialistes, pas campistes

Dimanche 5 janvier, Macron s'entretenait au téléphone avec Trump pour l'assurer de son « entière solidarité ». On apprend ainsi, dans un communiqué de l'Élysée, que « [Macron] a exprimé sa préoccupation concernant les activités déstabilisatrices de la force Al Qods sous l'autorité du général Qassem Soleimani, rappelé la nécessité que l'Iran y mette maintenant un terme et s'abstienne



de toute mesure d'escalade militaire susceptible d'aggraver encore l'instabilité régionale. » Une position de laquais de l'impérialisme US, avec une stigmatisation de l'État agresseur et un soutien à l'État agresseur. Nous devons dire, haut et fort, notre opposition aux aventures militaires meurtrières de Trump et de ses alliés, dont la France, et exiger qu'ils stoppent toutes leurs interventions et ingérences militaires dans la région. Ce qui ne doit pas nous amener, toutefois, à repéindre l'Iran en force anti-impérialiste, avec un Souleimani érigé en martyr. Ce dernier est en effet, entre autres, celui qui a dirigé l'intervention iranienne en Syrie, destinée à

détruire, au côté des forces russes, le soulèvement anti-Assad, avec pour résultat des centaines de milliers de mortEs et des millions de déplacés. Trump ne vient pas de déclarer une guerre, mais de jeter un immense bidon d'huile sur le feu d'une région où les rivalités inter-impérialistes, les ambitions des impérialismes régionaux et les politiques autoritaires se nourrissent pour écraser les peuples. Ainsi, l'une des conséquences de l'assassinat de Soleimani pourrait être l'affaiblissement du soulèvement en Irak, au nom de l'unité nationale, de la solidarité avec l'Iran et de l'opposition aux USA.

Nous reprenons dès lors à notre compte les mots de nos camarades de l'Alliance des socialistes du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord : « L'opposition aux bombardements et aux menaces de guerre de l'impérialisme US contre l'Iran ne peut être effective que si elle s'inscrit en solidarité avec les forces progressistes et révolutionnaires de la région Moyen-Orient-Afrique du Nord, et en totale opposition aux gouvernements autoritaires et aux pouvoirs impérialistes régionaux »¹.

Julien Salingue

1 – <https://allianceofsocialists.org/oppose-us-and-iran-war-by-showing-solidarity-with-uprisings-in-the-mena-region/>

COLONISATION, TRANSFERT DE POUVOIR ET PARTITION

« **L'**Inde n'est plus aujourd'hui celle de Jawaharlal Nehru ou de Gandhi, mais est celle de Narendra Modi. Si nous avons le signal, nous les éliminerons en l'espace d'une heure. » Le parlementaire BJP de l'Haryana, Leela Ram Gurjar, s'exprimait ainsi le 25 décembre pour s'attaquer aux musulmans et aux opposants de Modi. Des propos haineux en explosion depuis des années, malheureusement parmi d'autres, mais représentatifs de l'ambiance que l'extrême droite cherche à imposer en Inde, avec l'objectif proclamé de poursuivre la partition religieuse et ethnique du sous-continent inachevée en 1947, malgré les guerres et massacres ayant fait plusieurs centaines de milliers de morts et des millions de déplacés musulmans, hindous et sikhs.

Soulèvements et mouvement national indien

La Grande-Bretagne, via la Compagnie des Indes orientales, impose à partir du 18^e siècle des monopoles, réorganisations de la propriété foncière, famines, conquêtes et exactions. À la suite de la conquête du cœur de l'empire Moghol en 1856, une révolte militaire soutenue par les élites musulmanes et hindoues expropriées et les populations locales met plus de six mois à être matée. La Couronne britannique décide de contrôler directement la colonisation et de diviser les populations locales sur des bases ethniques et religieuses pour maintenir sa suprématie. De nouvelles identités apparaissent. L'hindouisme se redéfinit par rapport à la colonisation et l'islam, à travers les festivals religieux autorisés par les Britanniques, l'invention du mythe de la vache sacrée et les violences intercommunautaires autour de cette question¹. Les élites locales, parfois soutenues par les Britanniques, s'organisent. Aux dizaines de millions de morts des ravages de la colonisation, s'ajoutent des soulèvements de la population, particulièrement après la révolution russe de 1905. Les derniers moments de la Première Guerre mondiale et les années qui suivent sont celles d'un

nouveau souffle de contestation populaire. Grèves dans les villes, spécialement à Bombay où 1,5 million d'ouvriers font grève en 1920, et révoltes dans les campagnes alarmant colons et élites indiennes. Parti de la bourgeoisie indienne, le Congrès dirige lui-même un mouvement de révolte (Non-coopération) associant musulmans et hindous en 1920-1922, avant de le saborder devant les risques de révolution sociale. En février 1922, la répression de paysans pacifistes dans le village de Chauri-Chaura entraîne une révolte violente de ces derniers. Gandhi appelle immédiatement à un arrêt du mouvement de Non-coopération, les leaders du Congrès critiquent un « comportement inhumain de la foule » et donnent consigne aux paysans de payer les rentes dues aux propriétaires et les taxes aux Britanniques.

Stoppées à mi-chemin, les mobilisations de masse, anticoloniales et sociales, sont minées par des divisions religieuses promues par les colons britanniques et sous des formes différentes par des leaders musulmans et hindous. S'appuyant sur une base militante, la Ligue musulmane joue la division avec le Congrès après 1922, alors qu'à la droite de ce dernier l'extrême droite hindouiste s'organise, fondant en 1925 le RSS.

La tragédie de la partition

Dans ses mémoires, Attlee, Premier ministre travailliste en fonction après la guerre, affirme que la décolonisation de l'Inde, de Ceylan et de la Birmanie aura permis de mettre un coup d'arrêt à l'expansion du communisme. Pilier de l'ordre social, spécialement en refusant de s'opposer à l'impérialisme à partir de 1941, le Parti communiste d'Inde, influent dans certaines régions comme le Kerala, n'est pourtant pas un danger pour les Britanniques ou le Congrès. Mais la révolte gronde. Peu nombreux, et sous les feux des impérialistes, des staliniens et des bourgeois, des travailleurs du textile, qui revendiquent et portent le drapeau de la Quatrième Internationale, sont les premiers à appeler à la grève générale en soutien aux marins insurgés de Bombay en février 1946. 70 usines de coton sur 74

sont fermées et la révolte ébranle l'appareil militaire. Les staliniens appellent à la fin de « l'hystérie collective » et Gandhi définit « l'alliance d'hindous, de musulmans et d'autres pour des actions violentes » comme « contre-nature ». En juin 1946, un affrontement à Madras entre des gardes musulmans et des ouvriers hindous du textile manque de dégénérer en violences intercommunautaires, mais des militants se réclamant du trotskisme réussissent à les éviter. Ils organisent une grève de 14 000 travailleurs durant 48 jours et un meeting de 100 000 personnes à Madras. Les rapports de forces à l'échelle du sous-continent sont toutefois défavorables à ces militants et leurs perspectives. En août 1946, lorsque la Ligue musulmane appelle à l'action directe à Calcutta, les leaders du Congrès appellent à briser la grève musulmane. Des massacres s'en suivent. Les grèves militantes longues perdurent, notamment au Bengale, mais ne peuvent changer le cours des choses².

Les Britanniques doivent partir plus vite que prévu devant l'ampleur des rébellions et des violences intercommunautaires. Ils enterrent le développement d'une révolution sociale en transférant le pouvoir au Congrès et à la Ligue musulmane. En mars 1948, un trotskiste indien fait le bilan de ces violences : « Dans un pays où exploités et opprimés revêtent dans des provinces différentes les visages de communautés différentes, où les paysans et les travailleurs vivent au niveau de la famine et dans la crasse sordide de l'ignorance et du besoin, les sentiments communalistes sont devenus la réponse inflammable à un appel sur la base de la religion. Ils sont devenus également la forme classique par laquelle la classe capitaliste cherche à briser l'unité des masses, les détournant de l'action de classe directe et de l'attaque contre la propriété et en faisant leurs pions dans leurs propres querelles fractionnelles. »³

1 - D. N. Jha, *The Myth of the Holy Cow*, Verso, 2002.

2 - C. W. Ervin, *Tomorrow is Ours: The Trotskyist Movement in India and Ceylon, 1935-48*, Social Scientists' Association, 2006.

3 - H. Mahadevan, *Le Mahatma Gandhi : père du capitalisme indien*, mars 1948.

En Inde, 2019 a été marqué par un regain des tensions avec le Pakistan, mises en scène pour favoriser une nouvelle victoire électorale de l'extrême droite nationaliste et religieuse de Modi (BJP), suivie d'offensives politiques lourdes correspondant au programme ancien de ces nationalistes auxquels la politique de la force historique de la bourgeoisie indienne, le Congrès, a ouvert la voie. Néanmoins, l'urgence de réagir s'est fait sentir particulièrement parmi la jeunesse urbaine ayant contemplé les multiples soulèvements de ces derniers mois, en Asie et ailleurs. Résultat : depuis plusieurs semaines des manifestations regroupant par endroits jusqu'à plusieurs dizaines de milliers de personnes.

Des manifestations souvent illégales, réprimées par la police et des milices, mais des tentatives et des réussites parfois quotidiennes à l'échelle d'un État-continent et à l'image des milliers de jeunes qui, comme dans d'autres lieux, se sont emparés de la nuit du 31 décembre pour s'assembler et protester.

Dossier réalisé par Chris Miclos.



UN PROGRAMME NATIONAL

Après la partition, c'est-à-dire l'exode de plus de 10 millions de personnes, les violences diminuent provisoirement. Fin janvier 1948, Nathuram Godse, aujourd'hui qualifié de héros national par le BJP au pouvoir, assassine Gandhi pour tenter de les relancer, mais cela se solde par un demi-échec car le Congrès bénéficie d'un large soutien populaire. Malgré l'interlude de l'état d'urgence (1975-1977) et toutes ses limites, la Constitution indienne entrée en vigueur en janvier 1950 affirme des principes démocratiques (droit de vote, liberté d'expression et religieuse, égalité juridique, fédéralisme) et des droits formels plus ou moins maintenus depuis. À l'évidence, l'affirmation juridique pèse peu alors que les structures sociales n'ont presque pas bougé pendant le transfert du pouvoir. Les dalits (intouchables) restent majoritairement des paysans sans terre, soumis à l'oppression des propriétaires fonciers des castes supérieures ou intermédiaires. L'extrême droite cible, cependant, cette Constitution et ses rédacteurs, comme Ambedkar, perçus comme bien trop progressistes à ses yeux. Ces discours prennent un écho dans le cadre d'une montée des violences intercommunautaires ayant fait, depuis la fin des années 1970 en

Inde, des dizaines de milliers de morts, principalement musulmans, renforçant ainsi les extrêmes droites hindouistes et islamistes.

Écraser le Cachemire

Parmi les iniquités de la partition, le Cachemire se distingue. En 1947, un maharaja hindou est à la tête d'un royaume majoritairement musulman ne souhaitant pas rejoindre le Pakistan. L'option d'un État indépendant semble plébiscitée par la population. Nehru propose alors un référendum d'autodétermination et l'essentiel du Cachemire reste sous domination indienne après le transfert du pouvoir. Le vote n'a jamais lieu. La population est privée de son droit à l'indépendance depuis lors. Plusieurs guerres avec le Pakistan sont suivies par des décennies d'occupation militaire pour lesquelles le Congrès porte l'essentiel des responsabilités. Le Cachemire indien est une région sans policiers car les tâches de répression sont prises en charge directement par l'armée écrasant la population par ses multiples exactions. Depuis 1990, plus de 10 000 disparus sont dénombrés.

Le BJP a réussi à aller plus loin encore. Depuis plus de 150 jours, les communications du Cachemire avec le reste du monde sont coupées. Des images et témoignages filtrent, mais la population doit

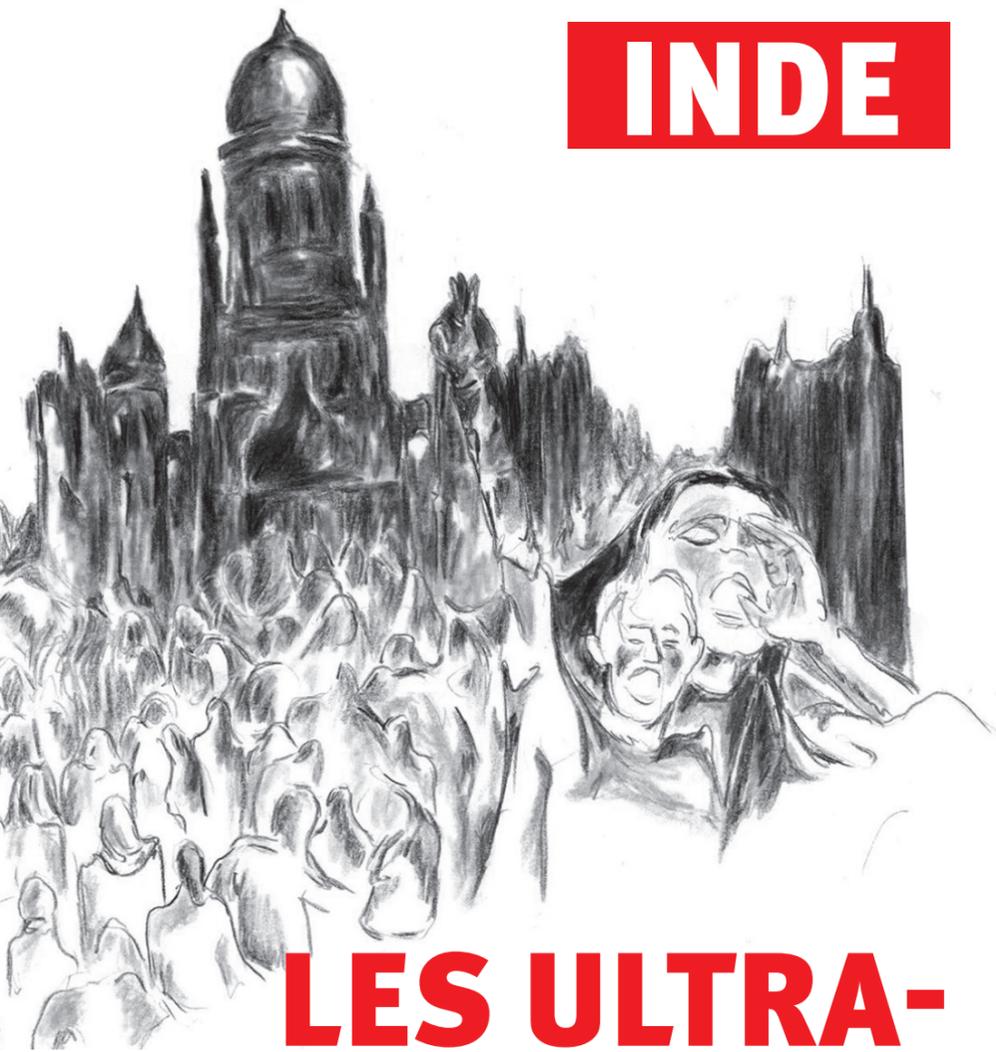
faire des dizaines de kilomètres et des heures de queue pour avoir le droit à une minute d'appel téléphonique avec l'extérieur. Les 650 000 militaires (pour une population de 12 millions) déjà présents sur place ont reçu des renforts. Les articles 370 et 35A de la Constitution indienne, visés de longue date par les nationalistes du RSS, car restreignant les possibilités d'achat de terres et de colonisation démographique du Cachemire, ont été abolis. Les politiciens locaux, y compris les plus liés à l'appareil d'État indien et les plus corrompus, ont été arrêtés. S'il est, très certainement, trop tôt pour faire le bilan des crimes récents de l'armée indienne, la population ne semble pas avoir été soumise.

Ayodhya, l'antiquité mystique au 21^e siècle

Parmi les actes de l'extrême droite hindouiste, la mobilisation, en décembre 1992, de 150 000 émeutiers pour la destruction de la mosquée de Babri en ruines à Ayodhya a fait date. Cette provocation a entraîné des violences dans tout le pays (au moins 2 000 morts) et accéléré le cycle des affrontements. Datant du 16^e siècle, cette mosquée aurait été construite sur un lieu saint de l'hindouisme. Le conflit, datant de la fin du 19^e siècle, a connu une nouvelle actualité à l'Indépendance, puis



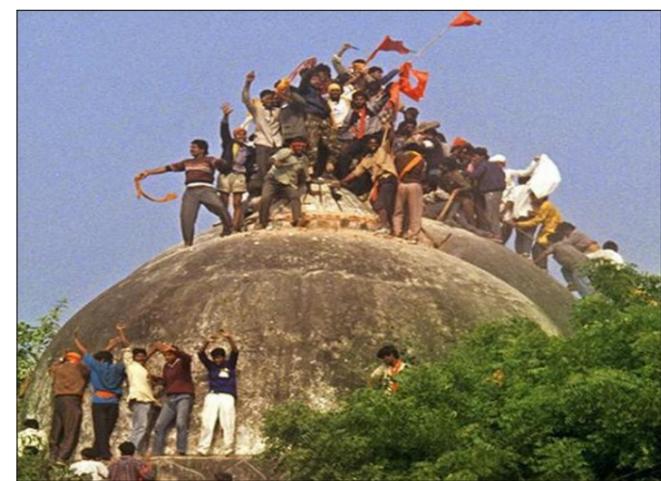
INDE



LES ULTRA-NATIONALISTES À L'OFFENSIVE

DESSIN / LAL KEELA

ALISTE DEVENU RÉALITÉ?



Destruction de la mosquée de Babri à Ayodhya en décembre 1992. DR

a été utilisé électoralement par les uns et les autres. Il marque la scène politique indienne depuis 35 ans.

En novembre dernier, la Cour suprême indienne a statué que l'espace où avait été construite la mosquée reviendrait aux hindouistes en autorisant la construction d'un temple sur le site. Le Congrès a suggéré soutenir cette construction. Modi a comparé l'événement à la chute du Mur de Berlin.

L'embrasement du Nord-Est comme laboratoire?

Un recensement de la population dans l'Assam¹, lancé par le Congrès il y a 15 ans, a été élargi

par le BJP, avec l'objectif explicite de s'attaquer aux migrants musulmans du Bangladesh. Des migrants que le ministre de l'Intérieur Amit Shah qualifie de « *termites* ». Dans un espace aussi fragmenté, où vivent des dizaines de populations en conflits larvés ou directs, tous les types de violences sont susceptibles de se développer sur des bases religieuses, mais aussi linguistiques ou ethniques et de s'étendre au reste de l'Inde où ont migré certaines de ces populations.

33 millions de personnes ont dû prouver, documents à l'appui, que leurs ancêtres étaient indiens avant 1971, c'est-à-dire avant les horreurs de la guerre

d'indépendance du Bangladesh et les flux de population ayant suivi. Des situations surréalistes se sont multipliées, comme celle de Mohammed Anwar Ali : cet homme de 102 ans, trentenaire au moment de l'Indépendance, a dû prouver qu'il était indien, forcé comme les milliers d'habitants de son village de vendre ses biens dans l'urgence pour payer le voyage dans un centre administratif situé à plusieurs centaines de kilomètres de son village. Près de deux millions de personnes ont été mises « hors listes » : plusieurs centaines de milliers de musulmans, mais plus d'un million d'hindous. Essentiellement pauvres, les populations concernées risquent de perdre, outre leur droit de vote, leurs droits les plus élémentaires. Alors que de multiples camps d'internement sont en construction, leurs capacités semblent trop faibles devant les folies d'une telle politique.

1 - L'Assam est le principal État du Nord-Est de l'Inde, une région située entre le Bangladesh, la Birmanie et la Chine. Culturellement éclatée avec des dizaines de peuples ou de tribus et des centaines de langues différentes du reste du sous-continent, la région a été soumise à une colonisation spécifique où les Bengalis ont servi de relais aux Britanniques. Les populations se sont soulevées après 1947. Elles ont été écrasées par des forces militaires et paramilitaires, et certaines élites intégrées.

CONTRER LE « DIVISER POUR MIEUX RÉGNER »

En décembre, le BJP a adopté un amendement à la loi sur la citoyenneté garantissant la nationalité aux réfugiés d'Afghanistan, du Pakistan et du Bangladesh, à l'exception des musulmans. Pour reprendre l'expression de l'intellectuel d'extrême droite Swapan Dasgupta, en créant officiellement un État-nation hindou où la citoyenneté aurait une base religieuse, il s'agit d'une sorte de « *droit au retour* » pour ceux laissés du « *mauvais côté* » après la partition. Une manière de terminer, une manière de mettre en danger très rapidement les 200 millions de musulmans indiens et les 15 millions d'hindous du Bangladesh.

La répression n'arrête rien

Les 1,3 milliard d'Indiens devront prouver leur citoyenneté dans le cadre d'un recensement national (NRC), preuves documentaires à l'appui. Les anciennes pièces comme les cartes d'électeur ne suffisent pas. Les preuves demandées font défaut à plusieurs centaines de millions de pauvres, et aux migrants de toutes origines, à la majorité de la population ne sachant souvent pas quand elle est née, voire parfois où, et dont les biens sont régulièrement détruits par des inondations. Se dirige-t-on vers une multiplication des camps d'internement à l'échelle de l'Inde entière ? Dans l'Assam, l'opposition ancienne au recensement (NRC) et à l'amendement à la loi sur la citoyenneté (CAA) a connu un nouveau souffle à l'automne avec de multiples tumultes.

Comme au Cachemire, couvre-feux, coupures des communications et répression militaire de manifestations ont marqué la période récente. Cela a contribué au développement de mobilisations dans le reste de l'Inde où les manifestations, notamment de jeunes qui étudient ou travaillent, se sont développées contre le CAA et plus généralement contre le pouvoir depuis début décembre¹. Elles ont mobilisé les minorités musulmanes. Le 15 décembre, la police a attaqué deux des principales universités musulmanes du pays (Jamia Millia Islamia et Allahabad Muslim University) avec des gaz lacrymogènes en pourchassant les étudiants et investissant leurs bâtiments y compris bibliothèques et mosquées. Bilan : plus de 200 blessés.

Combat politique

Des coupures d'internet ont eu lieu en plein Delhi. Elles ont été massives en Uttar Pradesh, État fédéral de plus de 200 millions d'habitants à forte minorité musulmane, dirigé par un yogi parmi les plus radicaux du BJP. Les policiers ont fait irruption dans des quartiers musulmans en ordonnant de « *retourner au Pakistan* ». Comme au Karnataka, l'article 144, une vieille loi britannique, interdisant les rassemblements de plus de quatre personnes, a été mis en place à l'échelle fédérale. Plusieurs dizaines de morts sont déjà dénombrés dans ces deux États. Des dirigeants étudiants, des dalits et un leader anti-corruption ont été arrêtés. La répression s'étend également dans les espaces moins mobilisés comme à Chennai, où

600 personnes, dont une star du cinéma (Siddharth), sont poursuivies à la suite d'une manifestation interdite le 19 décembre. Les flics utilisent la reconnaissance faciale : des drones ont suivi les manifestations. Beaucoup d'occasions d'exprimer son opposition au NRC et CAA sont toujours saisies. Et le BJP en vient à proposer du téléphone rose et des abonnements Netflix en échange d'un soutien au CAA sur Twitter...

Le BJP pourrait s'être isolé sur la scène politique. Malgré sa victoire nationale en 2019, il a perdu des élections régionales dans des États importants. Par calcul ou sous pression, les États fédéraux d'opposition refusent le NRC et le CAA et affichent une défense de la Constitution ou de leur identité régionale. Le BJP ne semble pas vouloir faire marche arrière, au contraire. Les mobilisations seules ne les feront pas reculer s'ils vont à l'affrontement avec le soutien du grand capital. Le jour de Noël, le RSS, qui compterait plus de 5 millions de membres, organisait un défilé paramilitaire dans les rues d'Hyderabad sur le modèle des organisations fascistes des années 1930.

1 - L'ambiance s'était récemment et à nouveau tendue dans certaines universités, parfois épargnées par l'autoritarisme de l'État, mais singulièrement ciblées depuis des années par l'extrême droite. L'une des dernières attaques a été de multiplier par trois les frais d'inscriptions à l'université JNU de Delhi, l'une des principales universités de gauche du pays. Cela serait revenu à exclure de l'université environ 40% de ses étudiants. Mais en octobre-novembre, les mobilisations massives des étudiants ont fait reculer partiellement le gouvernement et donné confiance.

AFFRONTER MODI ET LE GRAND CAPITAL

Embématique des conditions de la classe ouvrière d'Inde, l'année 2020 a débuté par un incendie meurtrier dans une usine de Delhi dont le gouvernement refuse de donner le nombre de victimes. En décembre déjà, une centaine de travailleurs migrants étaient morts dans l'incendie d'ateliers textiles illégaux de la capitale. Près de 300 000 paysans se sont suicidés ces vingt dernières années. Et en 2018, le rapport d'une banque Suisse indiquait que 60% de la population détenait moins de 5% des richesses du pays tandis que 10% en possédait plus des trois quarts. Sous les contestations politiques couvent une colère sociale.

Mouvement de grève(s)

Le BJP est devenu le principal parti du capital indien et international, et l'allié des gouvernements à leur service, en témoigne l'invitation de Bolsonaro en Inde pour la fin janvier. Le premier soutien international de Modi après sa réélection en avril 2019 était Bill Gates, qui lui a accordé fin septembre le prix de sa « *fondation caritative* ». Et pour cause, car Modi s'attaque aux quelques protections syndicales



WIKIMEDIA COMMONS

et salariales existantes pour certains travailleurs. On assiste aux pires résultats économiques de ces 30 dernières années, avec des conséquences désastreuses pour la population dont une hausse continue du chômage.

De grande ampleur, des grèves ont lieu cette semaine et les partis de gauche ont appelé à cinq jours de mobilisation jusqu'au 8 janvier. Les grèves s'annoncent, par exemple, assez suivies parmi les ouvriers de la métallurgie de Wazirpur, une zone industrielle de centaines de petites entreprises travaillant la ferraille au nord-ouest de Delhi. Des organisations paysannes appellent

aussi à rejoindre la grève et les syndicats d'enseignants ont mis en avant le retrait du NRC et du CAA dans leurs revendications. Ces mobilisations permettront peut-être de réelles grèves comme celle des travailleurs du jute du Bengale occidental l'année dernière, et pourraient dans le contexte actuel revêtir une dimension particulière. Pour cela, il faudra que les travailleurs combattent les calculs et perspectives des syndicats et des organisations de gauche soutenant habituellement le Congrès. Ce dernier, mais aussi ses avatars, ne sont en rien un rempart face à l'extrême droite.

OPÉRA « Nous ne pouvons pas être la génération qui aura sacrifié les suivantes »

Le 24 décembre à Paris, le ballet de l'Opéra de Paris, en grève, offrait un spectacle gratuit sur les marches de l'Opéra : un extrait du *Lac des cygnes*. Une semaine plus tard, c'est l'orchestre de l'Opéra, en grève également, qui se produisait à son tour. L'occasion de publier dans nos colonnes le communiqué du ballet de l'Opéra, symbolique de ce mouvement de grève face à une contre-réforme qui touchera toutes les salariées.

Chers tous, si nous faisons partie de cette institution séculaire qu'est l'Opéra national de Paris, c'est parce que nous aimons donner des spectacles.

Pour beaucoup d'entre nous, cela fait de très longues années que nos énergies convergent chaque jour vers un objectif commun : donner chaque soir le meilleur spectacle possible. Croyez donc que pour en arriver à toutes ces annulations, il faut vraiment que nous soyons poussés à bout.

L'élimination de notre caisse de retraite, qui incarne l'union entre toutes les générations de nos plus de 70 métiers, pour nous faire rentrer de force dans un régime qui ne nous correspond pas du tout, achèverait de détruire l'équilibre fragile de notre collectif de travail. Nos représentants se sont rendus à toutes les réunions, ont étudié toutes les idées, ont émis de nombreuses et diverses propositions. Malheureusement, ce qui nous est proposé aujourd'hui ne permettrait pas de préserver l'excellence et le professionnalisme qui sont au cœur de l'identité de notre maison.



Opéra. Lors du concert du 31 décembre. PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

En ce qui concerne le ballet, il s'agit d'une profession difficile, qui demande qu'on s'y consacre corps et âme dès le plus jeune âge. La pension que nous touchons après 42 ans, additionnée aux salaires souvent modestes de nos deuxièmes carrières permet – si on a de la chance –, de conserver un niveau de vie à peu près stable quand on ne peut plus danser.

« Nous ne sommes qu'un petit maillon dans une chaîne vieille de 350 ans »

Les bouleversements envisagés aujourd'hui auraient pour effet de détruire notre ballet et notre école de danse. Il nous est proposé d'échapper personnellement aux mesures, pour ne les voir appliquées qu'aux prochaines générations. Mais nous ne sommes

qu'un petit maillon dans une chaîne vieille de 350 ans. Cette chaîne doit se prolonger loin dans le futur : nous ne pouvons pas être la génération qui aura sacrifié les suivantes.

Même avec la meilleure volonté du monde, nous ne pouvons acquiescer à ce qui nous est demandé. Pas plus que pour les prochaines générations, nous ne pouvons acquiescer pour nos collègues des autres services qui, eux aussi, ont chacun des spécificités dont la prise en compte est indispensable pour préserver le niveau d'exigence qui caractérise leur travail.

L'opéra est un théâtre : nos spectacles sont le fruit des efforts communs de toutes nos corporations. Parce que nous sommes profondément tristes de cette situation, parce que nous sommes sincèrement désolés d'avoir dû décevoir tant de spectateurs qui se réjouissaient de nous voir pendant les fêtes, parce que nous souhaitons témoigner des liens qui unissent corps de métiers et générations au sein de notre belle maison, nous offrons un très court spectacle [...].

RETRAITES

Les avocats entrent dans la danse

Décidément, le gouvernement aura réussi, avec sa contre-réforme des retraites, à souder contre lui. Depuis le 6 janvier, ce sont ainsi les avocats qui sont entrés dans la bataille contre le « régime universel ».

C'est le Conseil national des barreaux (CNB) qui a sonné la charge en appelant les avocats, dans un communiqué, à une « grève dure » d'une semaine, renouvelable. En cause, la contre-réforme des retraites de Macron, qui va avoir des conséquences particulièrement désastreuses pour les pensions des avocats.



« Grève dure »

Le CNB explique ainsi que si la contre-réforme était appliquée, les cotisations des avocats passeraient de 14 à 18 %, avec au total une baisse programmée des pensions de 30 %, qui toucherait notamment les avocats aux plus faibles revenus. Avec des conséquences pour les justiciables, qui devraient supporter une augmentation des coûts, et des pertes importantes pour les avocats travaillant à l'aide juridictionnelle.

Rui Manuel Pereira, bâtonnier des avocats du barreau de Nancy, expliquait à France Bleu (6 janvier), la forme de la grève : « La grève dure consiste en une grève totale de toute activité judiciaire. Grève des désignations en matière d'aide juridictionnelle, en matière de commission d'office et devant toutes les juridictions pendant une semaine, de manière reconductible. » Avec une possibilité de paralysie du système judiciaire, assumée par les avocats qui en rejettent la responsabilité sur le gouvernement : « En refusant tout dialogue, le gouvernement porte seul la responsabilité des conséquences de ce mouvement sur le fonctionnement de la justice et sur les droits des justiciables » (Conseil national des barreaux).

Même si des relents corporatistes sont présents, avec notamment la valorisation du caractère autonome et auto-financé du régime de retraite des avocats, et des positions ambiguës sur « les professions susceptibles de bloquer le pays » (CNB) qui, seules, auraient l'oreille du gouvernement, l'entrée dans la danse des avocats ne peut que renforcer la mobilisation. D'autant plus que leurs organismes précisent que « tous les avocats de France sont par ailleurs appelés à se joindre à tous les mouvements et mobilisations qui tendent à faire échec au projet porté par le gouvernement ».

C.B.

PARIS Belle soirée de soutien aux grévistes de la RATP des lignes 3 et 3 bis

Cette soirée, organisée le vendredi 3 janvier, a été un succès. Elle a rassemblé une grosse centaine de personnes pour dîner, écouter des interventions et un petit concert.

Il faut dire que les grévistes ont besoin de soutien après ces 30 jours de grève. Les deux dernières semaines ont été très difficiles, malgré les actions communes menées avec le collectif interprofessionnel Paris 20^e et ou les collectifs de Montreuil ou de Bagnolet. Ce vendredi, pour la première fois depuis un mois, le rideau de fer de la station Gallieni a ouvert quelques heures. Une tentative de la direction pour saper le moral en s'appuyant sur le retour au travail de quelques agentEs. En réalité



la grève tient, mais les grévistes attendent avec impatience le retour aux mobilisations de masse prévues dans les jours qui viennent.

Regonfler le moral des grévistes

Les interventions du responsable du théâtre L'Échangeur où se tenait la soirée, d'Éric Beynel de Solidaires, du cheminot Anasse Kazib, de salariées de l'hôpital Tenon, d'Alexis Corbière (FI) et bien sûr de grévistes ont rythmé la soirée. De nombreux et nombreuses militantEs de la mobilisation étaient

présents (enseignantEs du 20^e, de Montreuil et de Bagnolet, grévistes RATP des autres centres du 20^e, notamment de Lagny, salariées de la Ville de Paris, de l'hôpital Tenon...) mais aussi d'autres personnalités (Raquel Garrido, Danièle Simonnet de La France insoumise). La soirée a été un moment très important pour regonfler le moral des grévistes, abonder la caisse de grève, après ces deux semaines difficiles et avant les semaines qui seront décisives.

Antoine Larrache

« Un syndicat totalitaire, la CGT »

Impossible de lister l'ensemble des inepties et outrances débitées sur les chaînes d'information. Mais, grâce au précieux travail d'Acrimed, le meilleur du pire est possible : « Alors faut partir du principe que ce que dit le Premier ministre est fiable et que ce qu'on met dans une loi, on le respecte. Si on dit : "Il ment!", voilà... Mais si on regarde avec un peu de sérénité, les avancées sont légion » (Nicolas Doze, BFM-TV, 12 décembre). Évidemment ! « Aujourd'hui on a le sentiment que toute réforme, c'est un retour en arrière, c'est avoir moins que plus : c'est quand même absolument fantastique ! [...] En France on a désormais ancré cette peur de la réforme quelle qu'elle soit ! » (Henri Vemet, rédacteur en chef adjoint du *Parisien*, France Info, 9 décembre) ; « La CGT est à l'écart de [toutes ces avancées] parce

que la CGT, elle est hors système en fait. Dire "on va abandonner cette réforme", ça sert à rien puisqu'en fait, ce n'est pas ce que veut Édouard Philippe. Là où la CGT est très mal en point, c'est que c'est quand même un nouveau combat perdu pour Philippe Martinez. » (Emmanuel Lechypre, BFM-TV, 21 décembre). Même son de cloche sur les chaînes « généralistes » : « Philippe Martinez ne veut rien entendre. Rien ne peut lui faire entendre raison [...], rien ne trouve raison à ses oreilles. [...] Il y a des choses qui ont été proposées par le gouvernement [...], des garanties qui ont été apportées par le gouvernement, mais rien, nada, il ne veut rien entendre. » (Nathalie Lévy, Europe 1, 9 décembre) ; « Laurent Berger, le leader du syndicat réformiste, qualifie l'équilibre financier d'intrus, oubliant que la première injustice d'une réforme



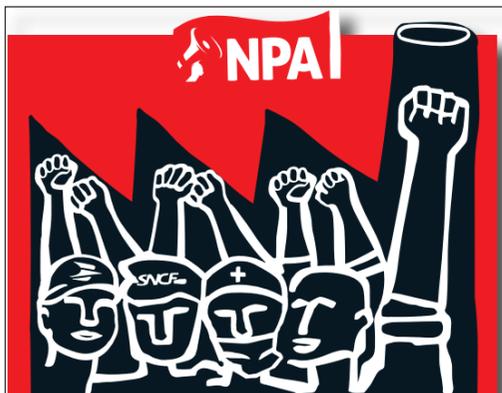
des retraites, c'est quand elle n'est pas financée. [...] On doit à la CFDT la réforme des 35 heures, qui a tout de même fichu en l'air notre industrie ! » (Catherine Nay,

Europe 1, 7 décembre). Si même la CFDT s'y met... Mention spéciale, enfin, à Jean-Michel Apathie et Raphaël Enthoven, adeptes

des tweets assassins. Pour le premier, particulièrement outré par les coupures de courant pratiquées par la CGT, « quand un conducteur de train fait grève, il ne ferme pas la locomotive à clé, il ne l'empêche pas de rouler. En coupant l'électricité, les grévistes de la CGT kidnappent l'électricité qui ne leur appartient pas. Indéfendable » (17 décembre). Quant au « philosophe » Enthoven, ses outrances se passent de commentaires : « Grâce à la grève, on assiste à la dégradation définitive dans l'opinion publique d'un syndicat totalitaire, la CGT, qui suspend la liberté d'un pays entier (comme la liberté de la presse) à la seule acceptation de ses demandes. Et qui appelle ça "dialogue". »

Pas de doute, les chiens de garde sont de sortie.

1 - En ligne sur <https://www.acrimed.org/>
Retraites-violences-médiatiques-en-continu-contre



RENCONTRE DES SALARIÉES DU PUBLIC ET DU PRIVÉ
25 ET 26 JANVIER 2020

La rencontre des salariéEs du public et du privé est une occasion d'échanger entre militantEs investis dans les mobilisations, dans les syndicats, dans les services publics, dans les entreprises du public et du privé, à partir de nos préoccupations quotidiennes. Nous y aborderons les problèmes du rapport de forces avec le patronat, du syndicalisme, de la construction des mobilisations, et de l'intervention politique. Avec une participation aux frais pour touTEs de 10 euros, les transports seront remboursés, donc inscrivez-vous au plus tôt pour profiter de billets pas trop chers!

BOURSE DU TRAVAIL DE SAINT-DENIS



SAMEDI 25 JANVIER
09H00-10H00 **ACCUEIL**
Règlement de la pré-qualification pour les transports et des questions de logement.

10H00-12H00 PLENIERE
PRÉSENTATION GLOBALE DE NOTRE RENCONTRE ET PRINCIPAUX ENJEUX DE LA SITUATION
Réfléchir collectivement, mutualiser et renforcer les liens, travailler aux mobilisations et à leur convergence... les objectifs de notre rencontre. Pour mettre fin à l'offensive du gouvernement (protection sociale, droit du travail, suppressions d'emplois...) et du patronat (réorganisation et licenciements), on peut les faire reculer sur les retraites. Enfin une victoire?

12H00-13H00 FRAISE REPAS
13H00-15H00 RÉUNIONS DE COMMISSIONS
INTERVENTIONS SYNDICALES

DIMANCHE 26 JANVIER
09H00-11H00 **RÉUNIONS DE COMMISSIONS** ANIMATION DES BRANCHES PROFESSIONNELLES ET SECTEURS

INSCRIPTIONS
<https://npa2009.org/formulaires/cnpp2019>

QUESTIONS
cn-pp@npa-mail.org

NPA2009.ORG

l'Anticapitaliste la revue
Le n°111 est disponible



DOSSIER : LES PROCHAINES ÉLECTIONS MUNICIPALES

Mobilisation contre la réforme des retraites | **Algérie : la présidentielle pour résister au continuisme du système** | **Trois livres sur l'intelligence artificielle**

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.
Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

Cinéma

Les Misérables, de Ladj Ly

Film français, 1h42 minutes, sorti le 20 novembre.



Primé au festival de Cannes en mai dernier, sorti au cinéma il y a près de deux mois, il était temps de parler de ce film très touchant et très puissant. À l'origine, en 2016, il y a déjà eu un court métrage, du même nom, du même réalisateur, primé lui aussi au festival du court métrage de Clermont-Ferrand, sur la même idée. Trois policiers de la BAC font leur tournée dans la cité des Bosquets à Montfermeil (93). Parmi eux, une jeune recrue qui vient d'arriver dans la brigade, c'est son premier jour et il en découvre les mœurs spéciales. On comprend de suite que la police fait ce qu'elle veut ou quasiment, que ces policiers se croient tout permis. Leur chef le dit bien : « *La loi ici c'est moi* ». On voit aussi le désœuvrement de la cité, la pauvreté, la drogue et son trafic, une population issue de l'immigration, surtout des jeunes, des très jeunes même qui se retrouvent, qui vivent au pied des immeubles.

Mécanisme répressif
L'histoire part donc de cette virée de policiers qui circulent, en voiture, qui cherchent l'occasion, leur proie pour contrôler. Et la « bavure » arrive. Pas dans le sens « accident » ou « erreur » ou « pas de bol » mais clairement dans la suite logique de ces comportements de harcèlement, d'un mécanisme répressif terrible. Il n'y a pas de représentants officiels du pouvoir, seulement ces trois policiers de la BAC qui se la jouent « cowboy », qui font la loi, parce que ce droit leur a été donné. Ils sont montrés comme étant responsables de leurs actes, terrifiants et en même temps comme piégés dans leur rôle, victimes aussi d'une situation qu'ils ne maîtrisent pas.

Il se trouve que cette « bavure » est filmée, c'est le hasard, par un jeune qui fait voler son drone. Les policiers s'en aperçoivent. Là commence alors (continue) une chasse à l'homme pour effacer le témoignage gênant. Les policiers cherchent des informations et des

appuis du côté des chefs de bandes, des trafiquants de drogue, de religieux pour régler leur problème.

Quotidien des populations dans les quartiers populaires
C'est incroyablement prenant, très fort émotionnellement, ça

en devient physique pour nous qui sommes pourtant assis dans la salle. On est à fond avec les jeunes, les très jeunes aussi, qui fuient, se débrouillent et se défendent comme ils peuvent. On est avec les parents, les mères de famille, qui vivent et font face aux nombreuses difficultés, avec les moyens du bord. Ce film, comme le court métrage auparavant, fait terriblement écho à l'actualité. Les violences policières contre le mouvement social font des ravages depuis le début du mouvement des Gilets jaunes, même si elles avaient commencé lors du mouvement contre la loi travail et dans les ZAD comme à NDDL ou à Sivens. Mais on sait que ces violences sont le quotidien des populations dans les quartiers populaires, dans les cités ravagées par le chômage. On comprend ou on imagine bien que la BAC a passé des années à se former, à perfectionner la politique répressive de l'État dans ces cités, contre les jeunes d'origine immigrée traités comme de la « racaille », comme des moins que rien. Le film fait référence à nombre de ces « bavures », il rend certainement hommage à tous ces jeunes violentés et tués par la police, toutes ces années passées. Le réalisateur semble avoir fait ce film aussi pour témoigner, pour décrire et expliquer. Le résultat est impressionnant, formidable et tout sauf pessimiste car il y a malgré tout une belle lueur d'espoir. **Béatrice Walylo et Philippe Poutou**

Nouvelle

La veuve d'un maçon, de Christoph Hein

Nous publions une très courte nouvelle de Christoph Hein, parue dans l'ensemble de nouvelles « Croquis berlinois », dans le recueil « Invitation au lever bourgeois » (éditions Alinéa, avril 1989). Ou quand la grande histoire est tout entière dans une seule vie, quand la raison d'État domine et empêche, contraint et écrase.

Dans le cimetière du bois de la Wuhlheide, à Oberschöneweide, on a enterré, la dernière semaine de septembre, une femme de 78 ans, qui sans avoir manifesté l'intention de prendre part aux dissensions, luttes et crimes politiques de son temps, avait été mêlée, pendant une cinquantaine d'années, à l'histoire de l'Allemagne d'une façon tellement singulière qu'à la fin de sa vie, elle n'avait presque plus osé sortir de chez elle, ses connaissances la plaignant et l'accusant d'indécence tout à la fois. Cette femme avait épousé en 1918, à son retour de la guerre, un maçon qui avait été tué d'un coup de fusil, six mois plus tard, lors des combats de mars dans les rues de Berlin. Il lui laissait l'espérance d'un enfant et sa carte de membre du Parti communiste d'Allemagne. Un collègue de travail, membre du même parti que le défunt, conseilla à cette femme désespérée et sans ressources de faire une demande de pension de veuve de guerre en déclarant aux autorités que son



mari, simple passant extérieur aux événements, avait reçu une balle perdue, tirée de l'un des deux camps. Sa demande fut acceptée et la République de Weimar lui octroya chaque mois quelques marks. Le troisième Reich allemand continua, sans qu'elle fût intervenue, à lui verser sa pension. Au grand effroi de la femme qui ne dit mot, le régime ne manqua pas à l'occasion, dans son matériel de propagande, matériel pour lequel l'État nazi avait conservé le terme traditionnel

de journal, d'honorer la mémoire du mari, victime des Rouges et assassins de mars. La pension fut augmentée. La veuve, craignant pour sa vie, n'osa élever la moindre protestation. Cinq mois après la fin de la guerre, le camarade de parti de son mari, qui était revenu de camp de concentration, vint rendre visite à la femme qui vivait repliée sur elle-même et, bien qu'elle l'eût supplié avec insistance de n'en rien faire, il n'eut de cesse que d'aller rapporter aux nouvelles autorités la vérité sur la mort du maçon. Un mois plus tard, elle était enregistrée comme victime du fascisme et reçut une pension de l'État socialiste allemand. Elle tenta de la refuser, mais comme l'employée trouvait que ses arguments n'étaient pas convaincants, elle finit par donner son assentiment, afin qu'on ne la soupçonna pas un seul instant d'avoir pris ses distances par rapport à la pensée et aux actions de son mari mort pour la patrie. Elle changea de logement, évita ses amis, s'arrangea pour ne pas

devoir raconter sa vie à ses nouvelles relations, et irrita l'autorité administrative en n'assistant pas aux rencontres d'anciens résistants et victimes du fascisme. Quant elle mourut, plusieurs voisins se souvinrent simplement d'une femme timide et craintive qui, la tête rentrée dans les épaules, traversait furtivement la rue pour aller faire ses modestes commissions.

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44
Fax : 01 49 28 52 43
www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h – 20 h,
mardi au samedi :
12 h – 20 h

USA La position des socialistes étatsuniens face à la dernière attaque américaine contre l'Iran : l'assassinat de Soleimani

Dan La Botz est militant de *Solidarity*, organisation socialiste internationaliste étatsunienne. Il participe également à DSA (Democratic Socialists of America). Cet article a été publié le 3 janvier sur le site *New Politics*.

Le président Donald Trump a pratiquement déclaré la guerre à l'Iran avec l'assassinat du major-général Qasim Soleimani, chef de l'unité d'élite iranienne, la force Al-Qods, lors d'une frappe aérienne près de l'aéroport international de Bagdad. L'assassinat de Soleimani conduira très probablement à la guerre, bien que nous sachions pas comment une telle guerre se développera et quelle forme elle prendra. Comment les socialistes américains déterminent-ils leur position face à cette nouvelle situation ?

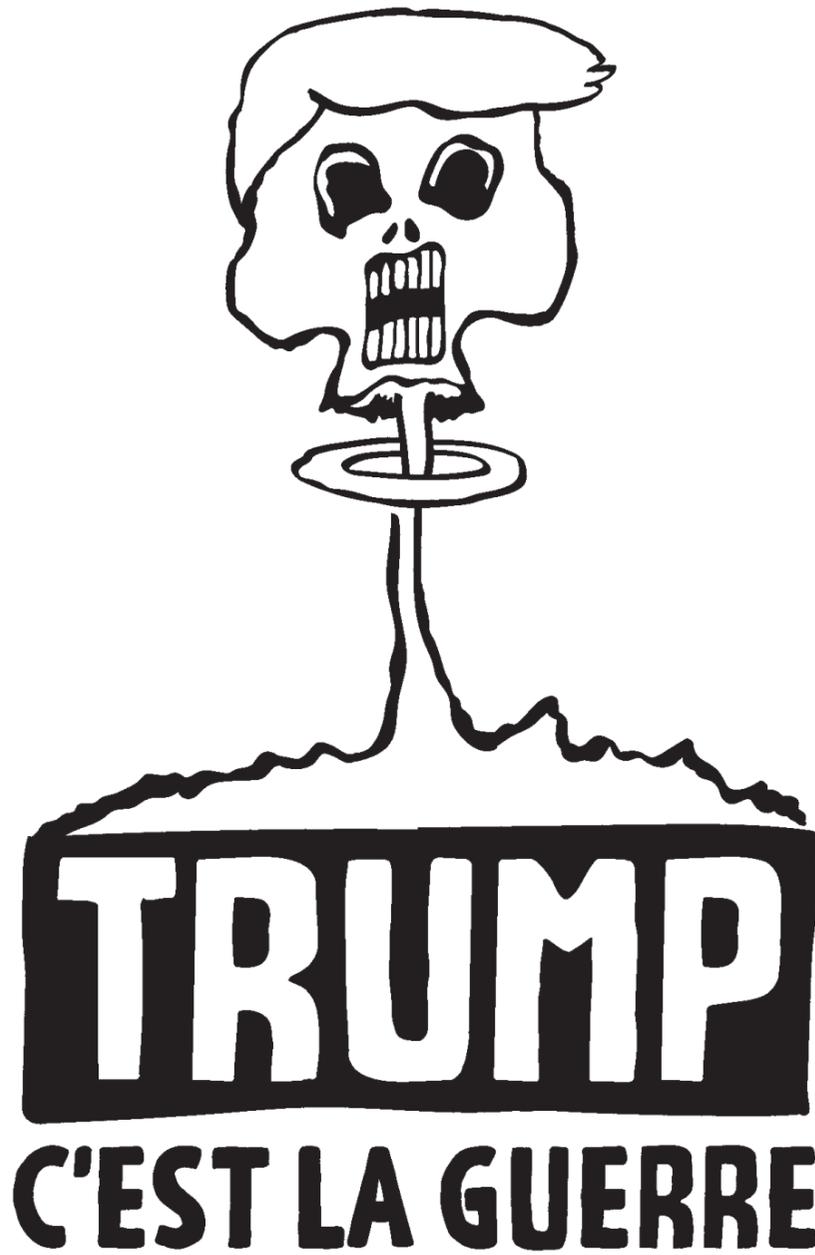
Contre l'impérialisme américain

Premièrement, nous nous opposons à cette attaque du gouvernement américain contre l'Iran, la plus récente d'une série de mesures diplomatiques, économiques et militaires contre le gouvernement iranien. Les mesures économiques ont touché l'ensemble de la population iranienne. En mai 2018, Trump a retiré les États-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien, puis en juin et ensuite en septembre 2019, il a annoncé de nouvelles sanctions économiques contre l'Iran. Tous ces éléments préparaient la nouvelle attaque sous la forme de l'assassinat de Soleimani. Maintenant, l'administration Trump envoie 3 000 soldats supplémentaires au Moyen-Orient. Nous, socialistes, devons nous opposer aux pressions diplomatiques, économiques et militaires américaines ou aux attaques contre l'Iran.

Trump a créé une présidence impériale et a agi de manière autoritaire et totalement antidémocratique en conduisant les États-Unis vers la guerre. En menant l'attaque contre l'Iran, Trump n'a pas demandé au Congrès un nouveau projet de loi sur les pouvoirs de guerre, ni invoqué les anciennes lois sur les pouvoirs de guerre, désormais dépassées, ni même consulté les dirigeants du Congrès. Selon la Constitution américaine, seul le Congrès peut déclarer la guerre, bien que les élus aient depuis la Seconde Guerre mondiale refusé de prendre la responsabilité de déclarer ou de refuser de déclarer la guerre.

Les guerres dépendent en fin de compte du budget militaire. Celui-ci, en juillet dernier, a été adopté par le Sénat (par 67 voix contre 28) et la Chambre des représentants (par 284 contre 149) : c'est-à-dire que les républicains et les démocrates ont voté pour financer les armes et la guerre. À son crédit, le candidat à la présidentielle Bernie Sanders a voté contre ou n'a pas voté pour les derniers budgets militaires en n'étant pas présent.

Pendant des décennies, Washington a cherché à maintenir sa domination au Moyen-Orient, en particulier sur ses immenses ressources pétrolières. Cela a signifié l'invasion de l'Irak, le renforcement des régimes dictatoriaux, l'imposition de sanctions meurtrières et la fourniture d'un soutien diplomatique et d'armes pour permettre à l'Arabie saoudite de mener sa guerre brutale au Yémen, et à Israël de mener de multiples attaques meurtrières contre Gaza. Tout en essayant de maintenir un ordre réactionnaire, l'intervention américaine a fait des ravages dans la région et sur ses habitants. Nous nous opposons à l'impérialisme américain sous toutes ses formes économiques et politiques. Les Socialistes démocrates d'Amérique (DSA), dont je suis membre, ont fait une excellente déclaration dénonçant l'attaque des États-Unis contre l'Iran et, ici à New York où je vis, a été organisée une manifestation contre une guerre contre l'Iran devant le domicile du sénateur démocrate Charles Schumer, exigeant qu'il s'oppose lui aussi à l'attaque. Nous devons exiger que lui et tous les Démocrates prennent directement



position contre une guerre contre l'Iran, et pas simplement pour des raisons de procédure. Nous exigeons que chaque Démocrate prenne position contre la guerre en Iran et que ceux qui ne le font pas ne reçoivent aucun soutien politique futur.

Aucun soutien politique au gouvernement iranien

Notre opposition à l'attaque américaine contre l'Iran n'implique aucun soutien politique au gouvernement théocratique autoritaire de droite iranien. En Iran, nous sommes du côté du mouvement pour la démocratie, pour le pluralisme

politique, pour les droits civils, pour la liberté, et au sein de ce mouvement démocratique, nous sommes au côté de la classe ouvrière et des forces socialistes. Comme l'écrit l'Alliance des socialistes du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord : « En Iran, le Corps des gardiens de la révolution islamique et d'autres forces gouvernementales ont brutalement réprimé les manifestations populaires à l'échelle nationale qui ont éclaté le 15 novembre en opposition à une hausse du prix du pétrole et ont appelé au renversement de la République islamique et à la fin de ses interventions militaires dans la région. Selon Reuters, au

moins 1500 manifestants ont été tués en quatre jours. Entre 8 000 et 10 000 manifestants, des jeunes pour beaucoup, ont été arrêtés et nous n'avons pas de nouvelles de la plupart d'entre eux. De nombreux prisonniers politiques, dont des militants ouvriers, des féministes et des membres des minorités opprimées, croupissent en prison suite aux manifestations précédentes. Ce sont eux et les manifestants révolutionnaires en Irak, au Liban, au Soudan et en Algérie que les socialistes du monde entier doivent soutenir ». Nous nous opposons à l'impérialisme américain, mais nous soutenons également les forces démocratiques en Iran, sachant qu'à court terme l'attaque de Trump contre leur gouvernement rendra leur tâche plus difficile, mais qu'à long terme la guerre pourrait miner la crédibilité et le soutien du gouvernement iranien. En tant que socialistes, nous soutiendrions certainement une révolution politique ou démocratique en Iran, et nous nous opposerions à toute intervention américaine dans une telle situation.

Contre les États-Unis et toutes les autres puissances impérialistes

Dans le même temps, en tant que socialistes internationalistes, alors que nous nous opposons en priorité au rôle des États-Unis au Moyen-Orient, nous rejetons également l'intervention d'autres puissances dans la région. Nous nous opposons au dirigeant autoritaire russe Vladimir Poutine et à son aide au dictateur syrien Bachar el-Assad en bombardant la province d'Idlib, dernier refuge de l'opposition syrienne, ce qui détruit des écoles et tue des civils, hommes, femmes et enfants. Nous devons nous opposer au rôle de l'Arabie saoudite dans les terribles destructions et massacres d'êtres humains au Yémen, ainsi qu'à la décision turque d'envoyer des troupes en Libye.

Tout en combattant l'attaque américaine contre l'Iran, nous devons également nous opposer aux exercices navals irano-russo-chinois dans l'océan Indien et le golfe d'Oman. La Russie et la Chine ont toutes deux démontré leurs ambitions impériales, la Russie en s'emparant de la Crimée et la Chine en annexant le Tibet et en cherchant à effacer la culture du Tibet et des Ouïghours, tout en construisant de nouvelles îles et bases navales dans la mer de Chine méridionale pour intimider les États voisins.

Dans toutes ces situations, nous, socialistes, nous opposons aux grandes puissances impériales comme les États-Unis, l'Allemagne, la France, la Russie et la Chine, et nous nous opposons également aux puissances impériales régionales telles que l'Arabie saoudite et la Turquie. Et nous défendons l'autodétermination pour toutes les nations et tous les peuples du Moyen-Orient, tels que les Yéménites et les Kurdes. Nous nous plaçons du côté des démocrates et, là où ils existent, du côté des mouvements socialistes en Irak, en Iran, en Arabie saoudite et en Turquie. Partout, nous nous tenons au côté des travailleurs contre les tyrans. **Dan La Botz, traduction Henri Wilno**



Qasem Soleimani. DR



Donald Trump. WIKIMEDIA COMMONS

« Rien ne justifie les économies drastiques à Radio France »

Entretien. Le service public, c'est aussi Radio France. Son démantèlement est donc également au programme du gouvernement, et les salariéEs résistent. Pour faire le point nous avons interviewé **RG**, salariée de Radio France.

Comment a débuté la grève à Radio France ?

C'est l'annonce du plan de restructuration présenté par Sibyle Veil, directrice de Radio France, qui a été à l'origine de la mobilisation. Un plan de départs volontaires de 299 personnes et 60 millions d'économies, alors même que le gouvernement ne demandait que 20 millions. Des économies soi-disant justifiées par le passage au numérique et l'évolution naturelle de la masse salariale alors que les chiffres d'audience sont plus que positifs, que France Inter est passée première radio de France, que France Culture explose son niveau d'audience, et que rien ne justifie donc ces économies drastiques. La grève a débuté le 25 novembre sous la forme de grève reconductible chaque jour (pour le préavis de la CGT), jusqu'au 22 décembre. Des assemblées générales se tenaient chaque jour avec des participations inégales en partie liées aux grèves des transports, allant du studio 104 plein, soit plus de 300 personnes, à un peu moins d'une centaine les jours de creux.

Une trêve partielle a été voté en AG pour couvrir les vacances scolaires de Noël afin de ne pas faire porter aux plus précaires d'entre nous la grève en cours. Néanmoins, des préavis ont été déposés pendant ladite période pour permettre aux orchestres et au chœur de Radio France de jouer de leur droit de grève s'ils le souhaitaient. C'est l'intersyndicale qui appelait le premier jour à faire grève. Les préavis ont été progressivement levés durant la semaine du 25 novembre, excepté celui de la CGT qui était dès le début reconductible et qui a donc tenu depuis. C'est de nouveau l'intersyndicale qui a appelé à la journée de mobilisation du 19 décembre, sur des préavis concernant Radio France et la réforme des retraites d'Emmanuel Macron. La mobilisation pour le retrait du plan de départs volontaires mis en place par Sibyle Veil a repris le 31 décembre avec un préavis de grève illimitée, cette fois-ci à l'appel de la seule CGT.

Quelle est l'attitude de la direction ?

Ce n'est plus la situation de 2015. La direction faisait au moins l'effort de tentatives de négociations. Là, on est dans un climat beaucoup plus tendu. La pédégère pratique la novlangue, refuse même toute explication claire. Le 16 décembre, Sibyle Veil est passée de chaîne en chaîne, convoquant tout le monde, à France Inter, France Culture, France Info et France Musique. Les salariéEs sont bien intervenus mais la présidente a confirmé qu'elle ne changerait rien et a par ailleurs précisé que les syndicats bloquaient, selon elle, les négociations. S'en est suivie une levée de boucliers des organisations syndicales qui contestent cette version des faits. Le Plan de départs volontaires sur trois ans de 2020 à 2023, c'est un désastre. Même des gens qui pouvaient être intéressés par des



départs anticipés se sont rendus compte que là c'était la casse de tout le système de production. Les départs de 30 personnes chez les techniciens, 16 chez les réalisateurs, et même 17 avec un assistant réalisateur, vont impacter tous les documentaires, les fictions, toutes les émissions élaborées. Plus de techniciens et tu deviens « homme-orchestre », et la qualité est toujours moins bonne sans un collectif pour réfléchir au contenu éditorial et à la forme de chaque émission. À cela s'ajoute la location régulière de nos moyens de production (locaux, studios et techniciens) à des boîtes extérieures, ce qui affaiblit encore plus notre capacité de production. La direction se livre à de graves atteintes au droit de grève. En 2015, pour qu'une émission ne passe pas il suffisait qu'un réalisateur ou un technicien ou un producteur se déclare en grève. Maintenant il faut que le producteur, c'est-à-dire le CDDU (contrat à durée déterminée d'usage), le plus précaire, celui qui possiblement se fera virer à la fin de l'année, se déclare gréviste. Il y a aussi de plus en plus de « zones grises », comme le passage à l'antenne d'émissions « en réécoute » programmées par les chaînes afin de ne pas diffuser le programme musical de grève alors que le réalisateur ou la réalisatrice est néanmoins gréviste.

Comment se poursuit la mobilisation ?

La CGT mobilise pour le retrait pur et simple du plan. Le 19 décembre a été organisée une « journée blanche », c'est-à-dire le moins possible d'émissions à l'antenne. Un grand nombre de précaires, de CDDU, d'attachés de production, et même de producteurs, ont fait grève ce jour-là, permettant de marquer un grand coup sur les chiffres de la mobilisation collective. Le #NousRadioFrance a été partagé

plusieurs dizaines de milliers de fois, véritable manif sur les réseaux sociaux. Nous avons mis en route des réunions inter-métiers dans la lignée de la coordination mise en place en 2015. Des réunions auxquelles participent tous les corps de métiers, des techniciens, des producteurs, des réalisateurs, des documentalistes, des attachés d'émission, etc., sans étiquettes syndicales, afin de discuter, de se poser la question de comment agir, comment valoriser le service public et éviter la casse prévue par ce plan. Par ailleurs, depuis le début de la grève des grévistes participent à la fabrication de « Radio Dedans Dehors », des podcasts pour mettre en pratique leur volonté de communiquer à l'extérieur, d'informer les auditeurs qui sont privés d'antenne du fait de la grève. De parler du dedans, de ce qui se passe à Radio France dans les assemblées générales et les actions par exemple, mais aussi du dehors en allant voir les acteurs du service public en grand danger. À

Radio France, on est plus dans la réflexion avec des assemblées générales où les gens sont assis, discutent, se questionnent. Avec Radio Dedans Dehors, la parole est aussi donnée aux cheminotEs, aux urgentistes, aux aides-soignantEs, aux profs, etc. Mediapart relaye chaque PodTract sur son blog, et un Facebook ainsi qu'un compte Twitter complètent cette diffusion sur internet.

Et la suite ?

Une nouvelle assemblée générale est prévue lundi 6 janvier. Avec beaucoup d'interrogations concernant ce passage de la grève reconductible à la grève illimitée. C'est physiquement et moralement plus impactant qu'en 2015. Là, on a l'impression de se faire berner, d'être impuissants. Mais, en même temps, les gens comme ceux de l'orchestre sont très impliqués avec par exemple un discours en décembre au concert pour l'Unicef qui alertait le public sur les raisons de la mobilisation en cours. Les musiciennes et musiciens ont été ovationnés, ce qui est intéressant car on voit qu'il est possible de toucher largement et émotionnellement le public comme l'ont fait les danseurs et danseuses de l'Opéra de Paris. J'espère qu'on va réussir à gagner et qu'un début de négociations va enfin être possible à l'aube de ce deuxième mois de grève. En tout cas, on va continuer, on ne lâchera rien pour défendre notre Maison de la Radio qui est aussi la vôtre, celle des auditrices et des auditeurs du service public!

Propos recueillis par Robert Pelletier

Pour suivre la mobilisation :

Le lien vers les portraits des salariéEs de Radio France fait par le collectif Nous, Radio France :

<https://soundcloud.com/nous-radio-france>

Une tribune parue dans le Monde du

28 novembre 2019, qui est devenue une pétition signée aujourd'hui par plus de

180 000 personnes :

<https://www.change.org/p/minist%C3%A8re-de-la-culture-la-radio-publique-en-danger>

Le lien vers le Facebook de la CGT Radio France :

<https://www.facebook.com/CGT.Radio.France>

Pour écouter la voix des grévistes :

<https://blogs.mediapart.fr/dedansdehors-radio>

L'image de la semaine



Vu ailleurs

TOUCHE PAS À MA BANQUE. Malgré la bonne santé de ses comptes, une libraire de Clichy-la-Garenne (Hauts-de-Seine) a reçu cinq courriers de son agence de la Société générale. La banque lui explique que ses comptes vont être fermés sous 60 jours, ses comptes professionnel et personnel, son compte joint, celui de son compagnon et enfin celui d'une de ses filles.

En cause, les messages de la libraire sur le réseau social Twitter. Sur son compte, elle partage ses coups de cœur littéraires et aussi ses difficultés à joindre quelqu'un de son agence bancaire. Son appareil à carte bleue à nouveau défaillant le 22 octobre, Julie Goislard téléphone à sa banque, 36 fois en tout, en vain. Elle tente donc de joindre le service clients sur Twitter.

« Dans la foulée, j'ai reçu un appel du directeur de l'agence, non pas pour m'aider et trouver une solution à mon problème, mais pour me dire d'arrêter de tweeter et pour me menacer de fermer mon compte », explique la libraire.

Le 12 décembre, un courrier à en-tête lui annonce officiellement la fermeture de ses comptes, le tout selon le délai légal de 60 jours. Une semaine plus tard, Julie Goislard a rendez-vous avec le directeur. Durant les six minutes que dure la rencontre, impossible de discuter. « Le directeur nous a indiqué qu'il faisait ce qu'il voulait et qu'il pouvait même clôturer tous nos comptes », soupire-t-elle.

Après ce rendez-vous, le couple a reçu trois recommandés, sans en-tête de la banque cette fois et sans les mentions légales indiquant la possibilité de recourir à un médiateur. La commerçante explique en effet que ces courriers ne ressemblent pas au recommandé reçu lui annonçant la fermeture du compte de sa fille.

La Société générale a d'abord refusé de commenter le dossier, en vertu de « la confidentialité et du secret bancaire » et a indiqué avoir connaissance de l'histoire.

Le service communication a précisé, au Parisien, que « la banque peut fermer un compte bancaire à tout moment en respectant un préavis de 60 jours » et a précisé que « la banque n'a pas à motiver sa décision ».

Le groupe a finalement réagi ce vendredi sur Twitter. « Non, nous ne fermons pas de comptes parce que les clients s'expriment sur les réseaux sociaux! Ce type de décision se prend en dernier ressort et en évaluant globalement la relation. Nous veillons au quotidien avec toutes les équipes Société Générale à la satisfaction client ».

« Hauts-de-Seine. Une libraire critique sa banque sur Twitter, l'établissement ferme ses comptes », Ouest-France, 3 janvier 2020.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois 28 € <input type="checkbox"/> 1 an 56 €	Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 22 € <input type="checkbox"/> 1 an 44 €	
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 50 € <input type="checkbox"/> 1 an 100 €	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 38 € <input type="checkbox"/> 1 an 76 €
Promotion d'essai <input type="checkbox"/> Hebdo + 1 Mensuel offert 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre <input type="checkbox"/> Hebdo + Mensuel 25 € par trimestre	Hebdo <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre <input type="checkbox"/> Hebdo + Mensuel 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org